



ATELIER SOUS-REGIONAL SUR L'ETAT DES LIEUX DES
PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX EN AFRIQUE CENTRALE

**ATELIER D'EVALUATION
DE L'AVANCEMENT DU PROJET COMIFAC/FAO
« *RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN
AFRIQUE CENTRALE A TRAVERS LA GESTION ET
L'UTILISATION DURABLE DES
PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX* »**

25 – 27 juin 2006

Hôtel Jully Résidence, Kribi, Cameroun

RAPPORT FINAL

Yaoundé, juillet 2006

TABLE DE MATIERE

AVANT – PROPOS	4
1. INTRODUCTION.....	5
2. CEREMONIE D'OUVERTURE.....	5
3. PRESENTATION DES EXPOSES.....	6
3.1 Présentation des activités du projet pendant la période juillet 2005 – juin 2006	6
3.2 Gestion et exploitation des PFNL en Afrique Centrale	7
3.3 Utilisation et commercialisation locale et nationale des PFNL en Afrique Centrale	8
3.4 Commerce international des PFNL en Afrique Centrale.....	8
3.5 Cadre légal régissant la gestion, l'utilisation et le commerce des PFNL en Afrique Centrale	9
3.6 Cadre politique et institutionnel du secteur PFNL.....	9
3.7 Impact des concessions forestières sur la disponibilité des PFNL – deux études de cas	9
3.8 Perspectives de la certification des PFNL en Afrique Centrale	10
3.9 Secteur PFNL au Cameroun	11
3.10 Secteur PFNL au Gabon	11
3.11 Secteur PFNL en Guinée Equatoriale	12
3.12 Secteur PFNL en République Centrafricaine.....	12
3.13 Secteur PFNL en République Démocratique du Congo	12
3.14 Secteur PFNL en République du Congo	13
3.15 Présentation du document de projet : Activités mentionnées pendant la deuxième phase du projet et aspects opérationnels relatifs à la mise en œuvre du projet.....	13
4. DISCUSSION	14
5. RECOMMANDATIONS A LA COMIFAC.....	16
6. CEREMONIE DE CLOTURE	16

7. ANNEXES	17
7.1 Programme de l'atelier.....	17
7.2 Liste des participants	19
7.3 Allocution de la FAO	20
7.4 Discours d'ouverture.....	21
7.5 Discours de clôture	23
7.6 Termes de référence de l'atelier	24
7.7 Boîte à questions/idées	26
7.8 Compte rendu final de l'atelier	29

AVANT – PROPOS

L'objectif global du projet « Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux » est d'améliorer la sécurité alimentaire dans six pays en Afrique Centrale (Cameroun, République Centrafricaine, République du Congo, République Démocratique du Congo, Guinée Équatoriale, Gabon) à travers l'utilisation durable des aliments forestiers dans les forêts denses de la zone humide et des arbres hors forêt. Ses objectifs immédiats sont :

- la prise de conscience et la connaissance du rôle des PFNL sont renforcées pour la sécurité alimentaire ; et
- les bases sont établies pour une intégration systématique d'informations sur les aliments forestiers dans les programmes et politiques pertinents.

Ce projet financé par le gouvernement Allemand et ayant une durée de trois ans de 2005 à 2008, contribue à l'amélioration de la conservation des ressources forestières au moyen d'une participation active des populations tributaires des forêts en améliorant leurs connaissances pour une utilisation durable et socialement équitable d'une grande variété de produits forestiers.

Les bénéficiaires immédiats sont les agences gouvernementales et les services de vulgarisation responsables pour la conservation et l'utilisation durable des forêts ainsi que pour l'assurance de la sécurité alimentaire dans les pays. Le projet assiste les pays participant dans le développement et la réalisation des politiques appropriées pour une meilleure contribution des PFNL à la sécurité alimentaire. Indirectement, les populations locales, qui n'ont actuellement pas d'accès à une alimentation adéquate, ni les moyens ou les connaissances pour améliorer leurs récoltes et leurs méthodes de production/marketing des aliments forestiers profitent des résultats du projet.

Après la mise en place institutionnelle initiale de la cellule de coordination du projet, une série d'études techniques a été lancée pour analyser le potentiel des aliments forestiers qui contribuent à la sécurité alimentaire en Afrique Centrale :

- le cadre normatif et légal régissant l'utilisation des PFNL en Afrique Centrale ;
- la gestion des ressources naturelles fournissant des PFNL en Afrique Centrale ;
- le contexte socio-économique de l'utilisation des PFNL en Afrique Centrale ;
- l'exportation des PFNL et des aliments traditionnels de l'Afrique Centrale sur les marchés régionaux et internationaux - état des lieux et stratégies de développement ;
- l'impact de l'exploitation du bois dans les concessions forestières sur la disponibilité des PFNL en Afrique Centrale ;
- l'état des connaissances de la valeur nutritionnelle des PFNL alimentaires de l'Afrique Centrale ;
- les perspectives de la certification des PFNL en Afrique Centrale ;
- les cadres politiques et institutionnels régissant l'utilisation des PFNL en Afrique Centrale.

A ce stade du projet, les résultats préliminaires des études mentionnées ci-dessus sont partagées et discutées avec les partenaires clés, y compris les Points Focaux représentant lesdits Etats, la cellule de coordination et les partenaires contractés lors d'un atelier sous-régional. En prenant en considération les résultats de ces études, les participants de l'atelier sont invités de contribuer à l'identification des activités prioritaires à mettre en œuvre pendant la deuxième phase du projet.

1. INTRODUCTION

Du 25 au 27 juin 2006 s'est tenu à l'Hôtel July Résidence de Kribi (Province du Sud, Cameroun), l'atelier sous-régional du projet « Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux », organisé par la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et la Coopération allemande au développement (GTZ).

L'Atelier, présidé par le Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC, M. Raymond Ndomba Ngoye, avait pour but de :

- discuter et valider les résultats des études régionales réalisées pendant la première phase du projet ;
- définir les activités prioritaires du projet à exécuter durant sa deuxième phase ; et
- définir et harmoniser le mode de collaboration entre les partenaires du projet et d'autres acteurs.

La liste des participants est jointe en annexe. On notera notamment la présence des Points Focaux gouvernementaux du projet GCP/RAF/398/GER représentant le Cameroun, la République du Congo, la Guinée Equatoriale, le Gabon, la République Centrafricaine (RCA) et la République Démocratique du Congo (RDC). Les institutions de recherche ou de conservation ont été représentées par le World Agroforestry Centre (ICRAF), le Centre de Recherche Forestière Internationale (CIFOR), l'Union Mondiale pour la Nature (UICN), l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) et l'Université de Yaoundé I.

L'atelier a été modéré par M. Jean-Marie Noiraud, avec comme rapporteur M. Armand Asseng Ze.

2. CEREMONIE D'OUVERTURE

Deux interventions ont ponctué la cérémonie d'ouverture : celle du Conseiller Technique de la FAO et celle du Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC.

Dans son mot de bienvenue, le Conseiller Technique de la FAO, M. Sven Walter, a remercié l'ensemble des participants d'avoir accepté l'invitation à participer à cet atelier de planification opérationnelle du projet. Il a souhaité qu'avec les Points Focaux et les partenaires présents, l'atelier permette de faire le point sur l'état d'avancement du projet et de définir les activités à conduire pour la seconde année.

Dans son discours d'ouverture, M Raymond Ndomba Ngoye, Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC, a souhaité la bienvenue à tous les délégués qui ont fait le déplacement à Kribi et un agréable séjour au Cameroun. Ensuite, il a remercié les partenaires au développement et singulièrement la FAO pour le soutien multiforme apporté à la COMIFAC à travers notamment deux projets : le projet d'appui à la COMIFAC sur l'harmonisation des politiques forestières et fiscales logé au sein du Secrétariat Exécutif; et le projet de renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des PFNL. Dans un second temps, il a noté l'importance que les Chefs d'Etat accordent à cette catégorie de ressources forestières et a souhaité que la rencontre de Kribi marque un tournant décisif en matière d'approche de la sécurité alimentaire à travers les PFNL.

Après la présentation individuelle des participants, la parole fut donnée au Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC de présenter brièvement cette structure et de dresser un

bref compte rendu des réunions du « Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo » (PFBC) tenues du 21 au 23 juin 2006 à Paris.

Il ressort que c'est lors du Sommet de Yaoundé en mars 1999 que les chefs d'Etat ont exprimé leur ferme volonté de gérer de façon concertée les forêts d'Afrique Central à travers ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la « Déclaration de Yaoundé ». C'est l'expression d'une volonté politique forte des Chefs d'Etat qui décident de placer la question forestière au cœur de leurs préoccupations. Depuis le deuxième Sommet des Chefs d'Etat tenu à Brazzaville en février 2005, la COMIFAC s'attèle à la mise en œuvre des engagements pris. Le Secrétariat Exécutif a engagé, en plus des actions relevant de ses missions de suivi et de coordination de la mise en œuvre du Plan de Convergence, des actions relatives aux domaines prioritaires : le renforcement des capacités, l'harmonisation des politiques forestières et les mécanismes de financement durable.

La réunion de Paris quant à elle avait pour but de :

- faire un état des lieux des activités menées par les pays de la COMIFAC, en identifiant les moyens utilisés par chacun d'eux. Ces pays devaient présenter leurs initiatives et les efforts qu'ils fournissent pour conserver et gérer durablement les écosystèmes forestiers du Bassin du Congo ;
- permettre aux différents partenaires de se prononcer par rapport à la mise en œuvre du Plan de Convergence. Ce dernier est une plate-forme qui prend en compte les produits forestiers non ligneux ; et
- faire un état de mise en place du tri national Dja-Odzala-Minkébe (TRIDOM), qui regroupe le Cameroun, le Gabon et la République du Congo oeuvrant dans la gestion concertée des aires protégées transfrontalières.

Par ailleurs, plusieurs thèmes ont été présentés pendant ces assises parmi lesquels la certification forestière et la gestion des aires protégées.¹

3. PRESENTATION DES EXPOSES

Les exposés étaient répartis en trois séances :

- Séance 1 : Analyse régionale du secteur PFNL en Afrique Centrale (présentations documentées dans les chapitres 3.2 – 3.8) ;
- Séance 2 : Analyse nationale du secteur PFNL (3.9 – 3.14) ;
- Séance 3 : Définition des activités prioritaires du projet GCP/RAF/398/GER (3.15).

3.1 Présentation des activités du projet pendant la période juillet 2005 – juin 2006

La présentation introductive a été faite par le Conseiller Technique et Coordonnateur Régional du projet, M Sven Walter, FAO, sur l'état d'avancement du projet GCP/RAF/398/GER où il ressort que les trois années du projet sont définies ainsi qu'il suit :

- juillet 2005 – juin 2006 (phase 1 : diagnostic) ;
- juillet 2006 – juin 2007 (phase 2 : implémentation sur le terrain et renforcement des capacités) ;
- juillet 2007 – juin 2008 (phase 3 : consolidation et dissémination).

Dans sa communication, il a dans un premier temps présenté les activités réalisées pendant la première année, à savoir :

- l'analyse du secteur PFNL au niveau national et sous-régional ;
- la sensibilisation des acteurs sur l'importance des PFNL à travers la communication, la participation aux ateliers et la préparation des papiers soumis aux conférences

¹ Pour plus d'informations sur les réunions du PFBC, voir www.cbfp.org.

internationales ;

- la préparation des documents de projet pour soumission aux bailleurs de fond. Certains d'entre eux ont trouvé des financements, d'autres sont en pleine discussion ;
- l'organisation des ateliers sous-régionaux tels que l'atelier de planification du projet GCP/RAF/398/GER et l'atelier sous-régional sur le cadre légal et réglementaire régissant l'utilisation des PFNL (Limbé, 28 juin au 1^{er} juillet 2006).

Dans un second temps, il a donné les perspectives pour la seconde phase du projet sur la base du document de projet. M Walter a conclu que les activités de la première phase ont été réalisées comme indiquées dans le document de projet et qu'il souhaite que cet atelier identifie les thèmes prioritaires à traiter lors de sa deuxième phase.

Après l'aperçu sur les objectifs et activités du projet, sept présentations ont permis aux participants d'approfondir l'analyse régionale du secteur PFNL en Afrique Centrale. Ces présentations sont basées sur des résultats préliminaires des études commanditées par la FAO.

3.2 Gestion et exploitation des PFNL en Afrique Centrale

L'objectif de l'étude présentée par M Zac Tchoundjeu, ICRAF, est la contribution à la réduction de la pauvreté à travers la gestion durable des ressources naturelles fournissant les PFNL alimentaires. La méthodologie appliquée par ICRAF a consisté à réaliser une revue bibliographique, à mener des enquêtes auprès des paysans, du secteur privé, des et des personnes ressources exerçant dans le secteur PFNL et à capitaliser les expériences faites dans le cadre des 150 pépinières pilotes de l'ICRAF réparties dans la sous-région.

Dans sa présentation, M Tchoundjeu a donné une classification des PFNL d'origine végétale (fruits, feuilles et écorces) et animal (selon la classe de l'animal, les catégories de protection et le lieu de collecte). Selon ICRAF, l'importance de la domestication est justifiée par quelques exemples :

- la culture des plantes mellifères peut engendrer une production de miel de 100l chaque année par paysan. Ce qui correspond à une valeur économique de 300 000 FCFA (1l coûte en moyenne 3000 FCFA) ;
- la culture des Safou de contre-saison permet aux paysans d'avoir des revenus toute l'année ;
- un sac d'*Irvingia sp* de 50kg vaut entre 250 000 et 300 000fcfa comparé au 40 000fcfa que donne le sac de cacao de même quantité.

Après avoir dressé l'état de gestion des PFNL en Afrique Centrale et noté l'absence de statistiques fiables sur leur exploitation, il a énuméré les problèmes et les contraintes de production, les contraintes de commercialisation et leurs opportunités de gestion de ces produits. Il a fini son exposé par la proposition d'une stratégie de gestion des PFNL alimentaires à haute valeur et des recommandations générales et spécifiques :

Recommandations générales au niveau sous-régional

- Que la FAO, l'ICRAF, la COMIFAC et les partenaires travaillant sur les PFNL de la région définissent une plate forme permettant de coordonner leurs efforts ;
- Que les résultats de la domestication participative générées par l'ICRAF soient vulgarisés dans les autres pays de la sous région.

Recommandations spécifiques au niveau du projet

- Que le projet prépare les termes de mandat et lance une étude sur la mise en place d'une stratégie régionale sur l'exploitation et la gestion des PFNL alimentaires en exploitant les résultats de l'atelier de Kribi.

3.3 Utilisation et commercialisation locale et nationale des PFNL en Afrique Centrale

Selon Mme Elise Touko, CIFOR, les PFNL en Afrique Centrale dont 13 qualifiés de « grandes valeurs », sont utilisés pour satisfaire les besoins alimentaires, représentent une source de revenus, servent de médicaments et procurent d'emplois. Dans la sous-région le commerce des PFNL se déroule :

- au niveau local : par exemple, à Bayanga (RCA), le revenu généré par les PFNL est de \$EU178 par jour (70% provient du vin de raphia, 18% du *Gnetum* et 10% de la chasse) ;
- au niveau national : l'exemple du Gabon est édifiant où *Irvingia gabonensis* représente 79% des PFNL commercialisés avec 91% des marchés ;
- au niveau régional : par exemple en 1980, 1.100 tonnes de Noix de cola pour une valeur de 186,6 millions de FCFA ont été exportées du Cameroun vers le Nigeria et le Tchad.

Par la suite, elle relève les contraintes liées à l'utilisation et au commerce des PFNL en Afrique Centrale qui sont d'ordre techniques, socio-politiques et stratégiques au développement. Afin de promouvoir le secteur PFNL, elle propose le développement d'une stratégie sous-régionale qui devrait inclure i) l'appropriation des résultats de recherche par les décideurs ; ii) la mise en œuvre d'une procédure compétitive de l'octroi des titres d'exploitation et iii) le renforcement des partenariats multi-acteurs.

3.4 Commerce international des PFNL en Afrique Centrale

Après avoir défini le secteur comme étant toute personne morale ou physique impliquée dans la commercialisation des PFNL et décrit la méthodologie utilisée pour mener l'étude du commerce international/régional des PFNL alimentaires de l'Afrique Centrale, Dr Honoré Tabuna, ICRAF, a présenté les résultats obtenus dans les quatre pays visités que sont le Cameroun, le Gabon, le Congo et la RDC. Ici on retient que :

- le Cameroun seul regroupe toutes les filières d'exportation (filières régionales, filières transfrontalières, filières internationales, filières officielles et informelles) ;
- parmi les principaux PFNL alimentaires exportés sur le marché régional et international, figurent le safou (*Dacryodes edulis*), l'andock (*Irvingia gabonensis*) et l'okok/eru (*Gnetum spp*) ;
- au Cameroun, 32 exportateurs sont impliqués sur le marché régional des PFNL alimentaires contre 50 pour le marché international.

Il a énuméré les contraintes qui entravent le commerce régional des PFNL et présenté les potentialités pour développer l'exportation de ces produits en Afrique Centrale, tout en concluant que l'étude a révélé certains aspects tels que :

- L'existence d'un système du commerce régional, transfrontalier et international né spontanément, souffrant d'un déficit de promotion et d'appui dans chaque pays et au niveau de la sous-région ;
- L'existence des contraintes défavorables au développement du commerce régional et international des PFNL en Afrique Centrale ;
- L'existence de nombreuses opportunités faciles à exploiter pour le développement du commerce international et régional des PFNL ;
- L'urgence de combler des lacunes sur le secteur privé impliqué dans l'exportation et la diffusion des informations utiles aux exportateurs ;
- L'urgence d'appliquer les textes de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) et de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ; et
- L'urgence de lancer une promotion de grande envergure pour justifier la construction des infrastructures de communication et de commercialisation adaptées.

3.5 Cadre légal régissant la gestion, l'utilisation et le commerce des PFNL en Afrique Centrale

La synthèse des législations forestières en vigueur en Afrique Centrale faite par M Michel Bonannée, Consultant Régional, a montré que :

- tous les codes qui régissent l'ensemble des forêts sont structurés de la même manière, y compris le domaine forestier permanent et le domaine forestier non permanent ;
- tous les pays de la sous-région possèdent un code foncier relativement ancien calqué sur la colonisation ;
- le droit coutumier d'usage est reconnu. Les prélèvements sont autorisés pour les produits de cueillette, les plantes médicinales, le ramassage de chenilles et l'exploitation de plantes à vertus aphrodisiaques ;
- les législations actuelles en vigueur mettent l'accent sur l'exploitation et l'aménagement durable des forêts pour la production du bois destinés à l'exportation. Elles ne mettent pas de poids sur la biodiversité et sur les aspects de produits autres que le bois, ce qui affaiblit négativement l'utilisation des PFNL ;
- les principes de la contribution du secteur forestier à l'économie sont apparus dans les textes législatifs au Cameroun, au Congo, au Gabon, en Guinée Equatoriale et en RCA.

Ainsi, une amélioration du processus de mise en œuvre du cadre légal permettrait de lever les contraintes juridiques (opérationnalisation des textes juridiques, droits coutumiers, clarification d'accès à la ressources, clarification sur la fiscalité et la taxation sur les PFNL) et les contraintes institutionnelles (dualisme entre les institutions, manque de statistique sur les PFNL, notion de propriété et de droit d'usage, accès à la ressource).

3.6 Cadre politique et institutionnel du secteur PFNL

Le thème central choisi par Mme Precillia Ngome-Tata, IRAD/FAO, pour sa présentation est l'articulation sur les politiques des PFNL. Durant son exposé, elle a répondu aux quatre questions essentielles, à savoir :

- Comment les diverses politiques influencent-elles les PFNL ?
- Pourquoi les interventions politiques sur les PFNL ?
- Quelles sont ces interventions politiques sur le plan national, régional et international ?
- Quelles sont les institutions d'application de ces politiques et leurs impacts sur les PFNL, y compris leur développement et valorisation ainsi que leur contribution à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté ?

L'analyse des éléments de réponse à ces interrogations montre que l'entretien de la balance commerciale justifierait les interventions politiques des PFNL au niveau international, une meilleure gestion des ressources transfrontalières au niveau régional et une assurance de la sécurité alimentaire au niveau national. La COMIFAC à travers son Plan de Convergence, l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) des pays membres devraient jouer des rôles importants pour faciliter les flux régionaux.

Compte tenu de nombreux manquements observés ça et là, elle recommande la nécessité d'identifier et de mettre en place quelques indicateurs sur la politique des PFNL et leur suivi pendant trois à cinq ans. Ceci permettra de faire des propositions concrètes sur la politique concernant la promotion du secteur PFNL dans la sous-région.

3.7 Impact des concessions forestières sur la disponibilité des PFNL – deux études de cas

Avant d'entrer dans le vif du sujet, M Ousseynou Ndoye, CIFOR, a commencé sa présentation par un aperçu sur les problèmes de l'exploitation forestière, les objectifs de l'étude, la politique forestière et l'importance des PFNL en RCA et au Cameroun. Pour ce qui est des PFNL, l'étude de cas a identifié les PFNL végétaux et animaux utilisés par les

populations riveraines des concessions forestières évaluées pour les besoins de subsistance et de commercialisation. Concernant l'interface bois/PFNL dans ces concessions, l'étude a constaté que plus de 80% des essences exploitées pour le bois d'œuvre produisent également des PFNL utilisés par les populations.

Ensuite il a décrit plus en détail l'impact de l'exploitation forestière sur la disponibilité des PFNL, y compris :

- la réduction de la densité et du nombre d'essences pourvoyeuses de PFNL ;
- la diminution de la quantité de chenilles et des plantes médicinales pour les populations ;
- la diminution de l'accès aux champignons et aux escargots à cause de l'exploitation forestière ;
- la réduction du nombre d'animaux capturés dans la forêt (94 % Zega, Cameroun; 78 % Bayanga, RCA) ;
- l'augmentation du braconnage à cause de l'exploitation forestière facilitant l'accès à la forêt ;
- la perturbation du cycle de reproduction des animaux sauvages à cause de l'exploitation forestière;
- la création de nouveaux marchés et l'augmentation de la demande des PFNL augmentant la pression de la ressource ; et
- la destruction de plusieurs essences fournissant des PFNL (e.g. *Ricinodendron*) au cours de l'exploitation forestière.

Au regard de ce qui précède, M Ousseynou Ndoye a précisé que l'exploitation forestière n'a pas que des effets négatifs sur la disponibilité des PFNL. Elle facilite également la croissance de certaines espèces (e.g. *Ricinodendron heudelotii* ; *Gnetum spp*). De ce fait, il a souhaité qu'il y ait une meilleure concertation entre les communautés et les exploitants forestiers. Actuellement, les populations riveraines sont exclues des cahiers de charge, des documents réservés uniquement à l'exploitant et l'administration forestière

L'une des nombreuses recommandations faites par M Ndoye pour une meilleure prise en compte des PFNL est d'améliorer la gouvernance forestière pour diminuer l'exploitation illégale qui a une incidence plus négative sur la disponibilité de ces produits.

3.8 Perspectives de la certification des PFNL en Afrique Centrale

L'exposé de Mme Marie Mbolu, Université de Yaoundé, a intervenu au moment où les pays de la sous-région s'attèlent à accepter le concept de la certification forestière. Son intégration en Afrique Centrale n'a pas été aisée justifiant le fait qu'on y retrouve seulement deux forêts certifiées. Cet état de chose observée en certification forestière provoque des interrogations en ce qui concerne la certification appliquée aux PFNL. D'où l'inquiétude, quel type de certification peut-on appliquer à ces produits ? Compte tenu de leur complexité, devra-t-on appliquer à chaque groupe de produits son système de certification ? Quelle est la norme à développer ?

Selon Mme Mbolu, la certification est définie comme étant la procédure par laquelle une tierce partie donne une assurance/label commercial écrit attestant qu'un produit, un processus ou un service est conforme à des normes spécifiques sur la base d'un audit conduit suivant des procédures agréées. De ce fait, elle peut contribuer à une gestion économiquement viable, socialement bénéfique et environnementalement appropriée des PFNL en Afrique Centrale.

Par la suite, elle a présenté successivement l'état des lieux de la certification des PFNL en Afrique Centrale, les critères d'éligibilité d'un PFNL à la certification, les PFNL potentiellement éligibles à la certification ainsi que les potentialités et les contraintes de la

certification de ces produits. Quant aux perspectives de la certification des PFNL en Afrique Centrale, l'accent a été mis sur :

- La certification de la gestion forestière : Celle-ci semble plus appropriée pour tous les PFNL en Afrique Centrale du fait que ces normes/standards prennent en compte les trois aspects économique, social et environnemental de la gestion forestière durable, répondant ainsi aux préoccupations de toutes les parties prenantes à la gestion des ressources forestières ;
- La certification sociale : Elle garantit que le produit à la vente revient aux producteurs mais elle ne garantit pas la durabilité de l'exploitation, ni même de la gestion du PFNL. Elle n'insiste que sur les aspects sociaux laissant de côté la gestion environnementale et la rentabilité économique de cette gestion ;
- La certification de la traçabilité du produit. Elle garantit le suivi de la gestion du produit, de la forêt au produit final. Elle est plus appropriée pour les opérateurs économiques autorisés à collecter des PFNL dans les unités de gestion forestière. Elle ne s'occupe pas de l'origine du produit ni de la façon dont la production de celui-ci se fait sur site. Elle ne s'assure pas que le système de production est économiquement viable et a respecté les normes environnementales et sociales. La certification de la traçabilité est applicable à tous les types de PFNL.

En définitive, Mme Mbolo a proposé qu'il serait louable d'appliquer à chaque PFNL ou groupe de produits son type de certification approprié.

Suites aux présentations techniques, les exposés des Points Focaux du Cameroun, du Gabon, de la Guinée Equatoriale, de la République Centrafricaine, de la République Démocratique du Congo et de la République du Congo montrent qu'un bon nombre de similitudes existent entre ces pays. Celles-ci s'observent sur le plan politique, légal et institutionnel, socio-économique, gestion de la ressource, technologique et sur le plan de la formation.

3.9 Secteur PFNL au Cameroun

M Jean-Claude Nkoumou Ndo, Point Focal du Cameroun, a fait une recommandation selon laquelle il faut passer à la phase de réalisations concrètes, car trop d'études, d'analyses et de rapports ont été faits. Sur ce, il a défini les actions prioritaires nécessaires pour développer le secteur PFNL, à savoir :

- Développer une politique spécifique assortie d'instruments juridiques adéquats ;
- Développer des actions de lobbying en faveur de la mise en place d'une structure administrative plus apte à assurer le pilotage de toutes les interventions dans le sous-secteur PFNL ;
- Mettre en place un réseau de communication et de coopération des acteurs ;
- Encourager le regroupement des pays exportateurs ;
- Faciliter l'émergence d'un processus de certification des PFNL.

3.10 Secteur PFNL au Gabon

Mme Nathalie Nyare, Point Focal du Gabon, a signalé que le secteur PFNL n'a pas connu la même expansion que dans les autres pays de la sous-région. Actuellement, le gouvernement est dans le cadre de la mise en place du cadre réglementaire.

Au Gabon, les PFNL prioritaires sont regroupés en trois filières :

- La viande de brousse ;
- Le rotin ; et
- Les produits végétaux.

Parmi les contraintes au développement du secteur, il y a le problème de traçabilité : le marché gabonais est saturé de produits importés, dont la plupart proviennent du Cameroun.

Mme Nyare a proposé la mise en œuvre du Plan de Convergence de la COMIFAC comme action des partenaires pour le développement du secteur PFNL, en insistant sur son axe stratégique 5.

3.11 Secteur PFNL en Guinée Equatoriale

En Guinée Equatoriale où un même ministère est en charge de l'eau, des forêts et de l'agriculture, il n'y a pas d'organes de développement les *productos forestales no maderables*, terme synonyme des PFNL en espagnol. D'après M Ramon Mituy Abaga, Point Focal de ce pays, la création d'un institut technique tel que l'Institut National de Développement Forestier et Gestion du Système d'Aires Protégées (INDEFOR) est une opportunité institutionnelle pour matérialiser les différents programmes liés, mais son manque de financement limite ses actions.

L'Etat facilite le transport des produits alimentaires des zones de production aux zones de commercialisation, où on observe une augmentation de la demande de PFNL en milieu urbain. Des opportunités commerciales présentes ne sont pas mises en œuvre à l'exemple de la déclaration d'Ambam, le protocole de la vallée de Ntem sur l'amélioration des systèmes de circulation des biens et services dans la région des trois frontières (entre le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Cameroun).

3.12 Secteur PFNL en République Centrafricaine

Les PFNL sont inscrits dans le code forestier en RCA qui précise dans son article 14 alinéa 2 que « l'administration forestière veille à ce que les activités autorisées ne détruisent pas le domaine forestier, mais qu'elles assurent sa pérennité, son extension et son exploitation dans des conditions rationnelles ». Néanmoins, on peut constater que le prélèvement des essences de bois d'œuvre a un impact négatif sur plusieurs PFNL.

Selon M Michel Bonannée, Point Focal de la RCA, la principale contrainte concernant la gestion durable des PFNL est la non application des textes réglementaires. Raison pour laquelle il a fini sa présentation en faisant des propositions pour la mise en œuvre du cadre légal :

- Représentations des notions mentionnées dans le texte actuel du Code ;
- Reconnaissance aux communautés locales le droit d'user, d'en jouir et d'en disposer ;
- Implication des communautés locales à la gestion durable des PFNL ;
- Elaboration des normes d'aménagement en prenant en compte les PFNL.

3.13 Secteur PFNL en République Démocratique du Congo

Bien qu'ayant des potentialités et opportunités énormes, le secteur PFNL n'est pas encore développé en RDC. Le pays connaît actuellement une détérioration de l'ensemble des secteurs productifs et la population croupit dans une misère et une pauvreté sans précédent. Selon le rapport mondial sur le développement humain, la RDC est classée au 167ème rang sur 175 pays. Selon M Sébastien Malele, Point Focal de la RDC, les causes principales de cette situation sont les suivantes :

- Les troubles sociopolitiques observés à l'avènement du processus de démocratisation au début des années 90 ;
- Les guerres successives que le pays a connues à partir de 1996 ;
- La mauvaise gouvernance.

Par ailleurs, il a proposé des actions prioritaires nécessaires pour développer le secteur, y compris :

- Examiner la possibilité de mettre en place des projets à même de fournir des résultats et stratégies concrètes de développement du secteur PFNL ;
- Renforcer les capacités des acteurs impliqués et le contrôle sur la récolte, la transformation et le commerce des PFNL.

3.14 Secteur PFNL en République du Congo

En République du Congo, les principaux PFNL utilisés sont les plantes alimentaires, les plantes médicinales, le miel, les matériaux de construction et artisanaux, la faune et la microfaune. L'urbanisation poussée et l'exode rural ont pour conséquence une forte demande des PFNL sur les marchés congolais. A Brazzaville, par exemple, 1l de miel coûte 2 000 FCFA. Le pays regorge d'énormes potentialités, mais des contraintes majeures font obstacle à leur exploitation. Pour y remédier, M Lambert Imbalo, Point Focal du pays, a proposé un bon nombre d'actions prioritaires, y compris

- l'amélioration des dispositions légales et réglementaires ;
- l'élaboration des mesures de récolte durable ;
- l'élaboration d'une stratégie nationale concertée avec tous les partenaires impliqués dans la gestion des PFNL ; et
- la mise en place des organes d'appui à la valorisation des PFNL.

3.15 Présentation du document de projet : Activités mentionnées pendant la deuxième phase du projet et aspects opérationnels relatifs à la mise en œuvre du projet

Au début de la troisième séance de l'atelier, M Walter (FAO) a présenté les thèmes et activités proposées pour la réalisation pendant la deuxième phase du projet sur la base du document de projet. Afin de mieux éclairer l'ensemble des participants d'origine diverse, il a choisi une méthodologie qui consistait à présenter chaque thème avec ses activités et son budget proposé. Il a ressorti que certains thèmes ciblent tous les pays ou ceux de la sous-région, d'autres devront intéresser un ou deux pays. M Walter a signalé que pour l'ensemble des pays, le budget d'environ \$EU130 000 US\$ est disponible pour la mise en œuvre de 19 activités regroupées en 11 thèmes proposés.

Tableau 1. Activités proposées pendant la phase 2 du projet GCP/RAF/398/GER

Thèmes	Activités proposées	Budget	Pays/Partenaires
1. Évaluation de l'impact de la gestion forestière sur les aliments forestiers évalués	Inclure les PFNL dans les plans d'aménagement d'une forêt communautaire et d'une forêt communale (deux études de cas)	US\$ 24.000 (2 x US\$12.000)	Deux pays
2. Évaluation de la contribution commerciale des PFNL comestibles	Effectuer une analyse de marché et de filière pour des PFNL comestibles clés identifiés dans une forêt communautaire et une forêt communale (même que thème 1)	US\$ 24.000 (2x US\$ 12.000)	voir thème 1
3. Développement d'une stratégie nationale pour le développement du secteur PFNL	Appuyer et faciliter un processus participatif de consultation des acteurs concernés sur la question dans un pays sélectionné (approche réseau) <i>Activités alternatives</i> <ul style="list-style-type: none"> • Support à un réseau sous-régional • Étude de cas (thèmes 1 et 2) supplémentaires 	US\$ 30.000	Un pays
4. Évaluation de la valeur nutritionnelle des PFNL	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse de la valeur nutritionnelle (composition chimique) • Analyse de la consommation (profile des consommateurs, fréquence de l'utilisation, mets principaux) - GAB • Analyse des circuits de consommation hors domicile - CMR • Analyse de marché (circuits d'écoulement, opportunités, contraintes pour le développement des marchés) – RDC, République du Congo, GE • Coordination des activités 	US\$ 25.000 (y compris co-financement de US\$ 6.000)	Tous les pays
5. Réalisation de deux études complémentaires	Élaborer une stratégie sous-régionale pour une meilleure collecte et analyse des données statistiques relatives aux PFNL	US\$ 7.000	sous-régional

6. Co-organisation des ateliers nationaux de sensibilisation/formation	<ul style="list-style-type: none"> Présenter et valider les résultats de la phase 1 du projet Identifier les priorités nationales pour les projets nationaux financés par l'OIBT Atelier de Yaoundé (COMIFAC/FAO/CIFOR/ICRAF) 	US\$ 12.000 (US\$ 2.000 par pays/atelier)	Tous les pays
7. Réalisation des voyages d'étude	Visiter des forêts communautaires, communales ou des Unités Forestières d'Aménagement	US\$ 10.000	Points focaux, acteurs concernés
8. Gestion administrative du projet	<ul style="list-style-type: none"> Préparer des contrats Assurer la coordination entre Projet – Représentation – Bureau Régional – Siège – Points Focaux - Partenaires Supervision de l'équipe du projet – Cadre Associé (!) 		
9. Préparation et mise en œuvre des projets complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> Financement UE: Support aux petites/moyennes entreprises (Cameroun, RDC, autres pays) (?) Partenariat FAO/CIFOR/IRAD/WWF/secteur privé & MINFOF: Gestion des PFNL dans les UFA (Cameroun) Financement OIBT: Cameroun, Gabon, RCA, République du Congo (collaboration FAO – UICN ?!) 		
10. Finalisation des rapports et des notes d'information	Rédaction, mise en page, publication (co-financement?)		
11. Participation aux ateliers	<ul style="list-style-type: none"> Réunions COMIFAC 6ième réunion de la CEFDHAC Autres réunions 		

4. DISCUSSION

Suites aux diverses présentations mentionnées ci-dessus, une vive discussion s'est développée autour des principaux centres d'intérêt suivants :

- La clarification et l'aménagement du cadre légal et institutionnel régissant le secteur PFNL avec la mise en place d'une loi spécifique sur ces produits ;
- Le renforcement des capacités au niveau institutionnel ;
- La clarification des compétences institutionnelles entre les ministères ;
- L'harmonisation des politiques forestières en Afrique Centrale ;
- La continuité des actions de lobbying auprès des décideurs politiques en charge des PFNL ;
- La proposition d'une nouvelle fiscalité pour les PFNL ;
- L'application des textes CEEAC/CEMAC pour une bonne gestion des PFNL dans la sous-région ;
- La clarification de la classification des PFNL ;
- L'inclusion et prise en compte des PFNL dans les Plans d'Aménagement
- L'intégration des PFNL dans les cahiers de charge. Contrôle de ce dernier par l'administration forestière et les populations riveraines ;
- L'inventaire du potentiel disponible ;
- Le choix de type et normes de certification appliquée aux PFNL ;
- La présentation du projet FAO/PFNL au prochain Conseil de Ministre prévu en septembre 2006.

Les points clés discutés ont été documentés par le modérateur lors des présentations et des discussions (voir annexe 7.6).

A la suite de la présentation sur les activités proposées pendant la deuxième phase du projet (chapitre 3.15), les Points Focaux ont été invités par le modérateur d'identifier les domaines qu'ils jugent essentiels d'être abordés pendant la deuxième phase du projet. Ces propositions ont été présentées et discutées en plénière et regroupées en thèmes, objectifs et activités prioritaires (voir tableau 2). Celle-ci permettait de définir les priorités proposées par tous les participants de l'atelier sur la base d'une analyse réalisée par les Points Focaux du projet.

L'analyse réalisée par les participants de l'atelier a démontré que le projet devrait se recentrer en seconde année en priorité sur les activités de renforcement institutionnel, laissant notamment les institutions de recherche jouer leur rôle dans la production et la mise à disposition des connaissances.

Tableau 2 : Proposition des activités prioritaires du projet pendant la deuxième phase

Thèmes	Objectifs	Activités
1. Stratégie Régionale	1.1 Les résultats des études sur le cadre légal et institutionnel sont capitalisés	1.1.1 Préparer une directive COMIFAC sur le secteur PFNL 1.1.2 Faciliter la validation de la directive par le Conseil des Ministres (septembre 2006)
2. Stratégies et politiques nationales	2.1 Des politiques/stratégies nationales pour le développement du secteur PFNL en Afrique Centrale sont développées	2.1.1 Faciliter le développement des politiques/stratégies du secteur PFNL au niveau national 2.1.2 Recenser des acteurs concernés au niveau national/sous-régional 2.1.3 Rédiger les documents nationaux à partir des données issues des différentes études 2.1.4 Contribuer à l'opérationnalisation du Plan de Convergence de la COMIFAC
3. Renforcement institutionnel et légal	3.1 Le rôle des directions des forêts dans la gestion des PFNL est clarifié	3.1.1 Renforcer les structures gouvernementales en charge de la gestion des PFNL
	3.2 Le cadre légal et réglementaire relatif au secteur PFNL est élaboré et/ou amélioré	3.2.1 Elaborer des décrets et arrêtés d'application concernant la gestion durable des PFNL 3.2.2 Réaliser une étude sur la fiscalité des PFNL en Afrique Centrale
4. Gestion forestière et Gouvernance	4.1 Des normes d'inventaire, d'aménagement et d'exploitation des PFNL sont développées et disséminées	4.1.1 Expérimenter la gestion durable des PFNL dans une concession forestière 4.1.2 Contribuer à la finalisation du document de protocole d'inventaire élaboré par la FAO 4.1.3 Tester, diffuser et faciliter l'application des protocoles d'inventaire
5. Données statistiques	5.1 Des données statistiques sur les PFNL sont collectées et analysées	5.1.1 Préparer un annuaire statistique 5.1.2 Appuyer les services phytosanitaires 5.1.3 Définir une approche nationale de suivi statistique
6. Commercialisation des PFNL	6.1 La structuration des organisations de producteurs et de commerçants des PFNL en Afrique Centrale est renforcée	6.1.1 Elaborer un répertoire des opérateurs économiques du secteur PFNL actifs en Afrique Centrale
7. Renforcement des capacités	7.1 Les techniques de production et de transformation des PFNL sont améliorées et vulgarisées	7.1.1 Etudier les possibilités de créer un réseau PFNL en Afrique Centrale 7.1.2 Organiser des voyages d'étude
8. Recherche et développement	8.1 Les résultats de la recherche relative au secteur PFNL sont disséminés	8.1.1 Publier les résultats de recherche (ICRAF, CIFOR, etc.) 8.1.2 Préparer et diffuser des fiches techniques, des notes de synthèse, etc.
9. Projets complémentaires	9.1 Des projets complémentaires pour le développement du secteur PFNL en Afrique Centrale sont mises en œuvre	9.1.1 Préparer des documents de projet pour la recherche de financements 9.1.2 Appuyer la mise en œuvre des projets complémentaires

5. RECOMMANDATIONS A LA COMIFAC

A la fin des travaux, les Points Focaux gouvernementaux du projet GCP/RAF/398/GER du Cameroun, de la République du Congo, de la Guinée Equatoriale, du Gabon, de la RCA, de la RDC ainsi que les partenaires au développement et les institutions de recherche ont recommandé au Secrétariat Exécutif de la COMIFAC:

- d'inscrire la thématique PFNL à l'ordre du jour du prochain Conseil des Ministres ;
- de sensibiliser les Ministres lors du conseil sur la nécessité d'une plus grande prise en compte des PFNL dans les politiques nationales et sous-régionales et que les moyens nécessaires soient mis à la disposition des services compétents ;
- de sensibiliser d'autres partenaires sur la nécessité d'appuyer les pays sur la mise en œuvre des activités relatives aux PFNL ;
- de développer les stratégies de mobilisation des fonds supplémentaires pour la mise en œuvre des activités non couvertes par le projet ;
- de faire le lobbying du projet et de la thématique des PFNL lors des rencontres sous régionales et internationales ;
- de sensibiliser la FAO et d'autres partenaires sur la nécessité d'élargir le projet à tout l'espace COMIFAC ;
- d'inscrire la thématique PFNL à l'ordre du jour de la 6^{ème} CEFDHAC ;
- de faciliter en collaboration avec l'UICN l'inscription de la thématique des PFNL à l'ordre du jour de la 1^{ère} conférence internationale des Parlementaires sur la gestion durable des écosystèmes forestiers en Afrique Centrale.

Par ailleurs, l'atelier a recommandé qu'un atelier de suivi-évaluation de l'avancement du projet soit réalisé avec les Points Focaux en fin de deuxième phase du projet.

6. CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture a été présidée par M Raymond Ndomba Ngoye, Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC et elle s'est déroulée comme suit :

- Lecture du compte rendu final de l'atelier (voir annexe) ;
- Discours de clôture du Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC.

Immédiatement après la lecture du compte rendu final de l'atelier par le rapporteur, le Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC a rassuré et confirmé dans son mot de clôture que les résultats de cet atelier seront soumis aux Ministres en charge des forêts et ou de l'Environnement qui se réuniront d'ici quelques semaines dans le cadre d'un conseil ordinaire. Ainsi, la caution politique attendue de ces Ministres donnera une motivation supplémentaire dans la mise en œuvre des activités programmées dans la deuxième du projet GCP/RAF/398/GER.

7. ANNEXES

7.1 Programme de l'atelier

Dimanche, 25 juin 2006

- 18 :00 Arrivée et inscription des participants
- 19 :00 Mots de bienvenue (*M Raymond Ndomba Ngoye, COMIFAC ; M Denis Bene, Délégué Provincial, MINFOF-Sud*)
- 19 :30 Réception / Dîner

Lundi, 26 juin 2006

- 8 :30 Présentation des objectifs de et du programme du séminaire
(*M Jean Marie Noiraud, Modérateur*)
- 8 :45 Présentation des activités du projet pendant la période Juillet 2005 – Mai 2006 (*M Sven Walter, FAO*)

Séance 1 : Analyse régionale du secteur PFNL en Afrique Centrale

- 9 :15 La gestion et l'exploitation des PFNL en Afrique Centrale (*M Zac Tchoundjeu, ICRAF*)
- 9 :45 L'utilisation et la commercialisation locale et nationale des PFNL en Afrique Centrale (*Mme Elise Touko, CIFOR*)
- 10 :15 PAUSE CAFE
- 10 :30 Le commerce international des PFNL en Afrique Centrale (*M Honoré Tabouna, ICRAF*)
- 11 :00 Le cadre légal régissant la gestion, l'utilisation et le commerce des PFNL en Afrique Centrale (*M Michel Bonannée, Consultant Régional*)
- 11 :30 Le cadre politique et institutionnel du secteur PFNL (*Mme Precillia Ngome-Tata, FAO/IRAD*)
- 11 :50 L'impact des concessions forestières sur la disponibilité des PFNL – deux études de cas (*Mme Elise Touko, CIFOR*)
- 12 :10 Les perspectives de la certification des PFNL en Afrique Centrale (*Mme Marie Mbolo, Université de Yaoundé*)
- 12 :30 Résumé et discussion : Priorités pour promouvoir le développement sous-régional du secteur PFNL, Part I (*Modérateur*)

13 :00 DEJEUNER

Séance 2 : Analyse nationale du secteur PFNL

14 :30 Le secteur PFNL au Cameroun (*M Jean Claude Nkoumou Ndo, Point Focal, Cameroun*)

15 :00 Le secteur PFNL au Gabon (*Mme Nathalie Nyare, Point Focal, Gabon*)

15 :30 Le secteur PFNL en Guinée Equatoriale (*M Ramon Mituy Abaga, Point Focal, Guinée Equatoriale*)

16 :00 PAUSE CAFE

16 :30 Le secteur PFNL en République Centrafricain (*M Michel Bonannée, Point Focal, RCA*)

17 :00 Le secteur PFNL en République Démocratique du Congo (*M Sébastien Malele, Point Focal, RDC*)

17 :30 Le secteur PFNL en République du Congo (*M Lambert Imbalo, Point Focal, République du Congo*)

18 :00 Résumé et discussion : Priorités pour promouvoir le développement sous-régional du secteur PFNL, Part II (*Modérateur*)

Mardi, 27 juin 2006

8 :30 Présentation du programme de la journée (*Modérateur*)

8 :45 Résumé et discussion des résultats de la première journée (*Modérateur*)

Séance 3 : Définition des activités prioritaires du projet GCP/RAF/398/GER

9 :45 Présentation du document de projet : Activités mentionnées pendant la deuxième phase du projet et aspects opérationnels relatifs à la mise en œuvre du projet (*M Sven Walter, FAO*)

10 :15 PAUSE CAFE

10 :30 Débat : Identification des activités prioritaires du projet pendant la deuxième phase du projet (*Modérateur*)

13 :00 DEJEUNER

14 :30 Débat : Définition du plan de travail (*Modérateur*)

16 :00 CAFE

16 :30 Résumé du séminaire (*M Jean Marie Noiraud, Modérateur*)

17 :00 Discours de clôture (*M Sven Walter, FAO ; M Raymond Ndomba Ngoye, COMIFAC*)

7.2 Liste des participants

Tableau 3. Liste des participants

N°	Noms et Prénoms	Fonctions	Adresses/Téléphones	E-mail
1	BONANNEE Michel	Point Focal, RCA	Chargé de mission, MEFCPE BP 830 Bangui, Tél.: (236) 048 792	michel_bonannee@yahoo.fr
2	MALELE Sébastien	Point Focal, RDC	B.P 1461, Kinshasa 1 Tél.: (243)815080720	semalele@yahoo.fr
3	IMBALO Lambert	Point Focal, Congo Brazzaville	BP 98, Brazzaville Congo Tél : (242) 666 3910	imbalo@yahoo.fr
4	MITUY ABAGA R.	Point Focal, Guinée Equatoriale	BP 207, Bata Tél. : 240 251 780	ramonmituy@yahoo.fr
5	NYARE Nathalie	Point Focal, Gabon	Tél. : (241) 0533 20 27	nyare@yahoo.fr
6	NDO NKOU MOU J.C.	Point Focal, Cameroun	Tél. : 784 02 96 MINFOF Yaoundé	ndoic@yahoo.fr
7	NDOMBA Raymond	Point Focal, COMIFAC	Tél. :221 35 11 ou 902 70 67 (SE/COMIFAC)	ndombangoye@yahoo.fr
8	WALTER Sven	FAO	FAO, Tél.: 722 37 71	Sven.Walter@fao.org
9	TOUKO Elise	CIFOR	Tél. : 971 24 99	noukoli@yahoo.fr
10	NDOYE Ousseynou	CIFOR	BP 2008, YDE Tél. : 223 74 34/223 75 22	o.ndoye@cgiar.org
11	TCHOUNDJEU Zac	ICRAF	BP 16 317, Yaoundé Tél. : 221 50 84	Z.Tchoundjeu@cgiar.org
12	TABUNA Honoré	ICRAF	Tél. : 910 22 84	tabunahonore@yahoo.fr
13	MBOLO Marie	Université de Yaoundé	BP 812, Yaoundé Tél.: (237) 230 43 57 ou 771 09 61	noagody@yahoo.com
14	NGOME-TATA Precillia	FAO/IRAD	Tél.: 747 03 92	lijang2001@yahoo.fr
15	NOIREAU Jean-Marie	Modérateur	Tél.: 996 17 83	jmn@camnet.cm
16	BENE Francis	Délégué Provincial MINFOF Sud		
17	ASSENZ ZE Armand	FAO (Rapporteur)	Tél.: (237) 718 61 83	assengze@yahoo.fr
18	ANGU Kenneth	UICN	Tél.: 990 66 48/221 64 96	Kenneth.angu@uicn.org

7.3 Allocution de la FAO

Par Sven Walter, FAO

Monsieur SE Adjoint de la COMIFAC,

Chers participants,

Au nom de la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et de sa Représentante au Cameroun, je vous souhaite la bienvenue au Cameroun (pour les participants venant de l'extérieur) et à l'atelier de planification du projet « *Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux* ».

Il est un plaisir et un honneur d'avoir tous les Points Focaux et la plupart des partenaires du projet autour d'une table afin de faire le point sur l'état d'avancement du projet.

Pendant deux jours, on aura la possibilité

- de discuter et de valider les résultats préliminaires des études régionales réalisées pendant la première phase du projet ; et
- d'identifier des activités prioritaires du projet pendant la deuxième phase du projet.

Je remercie tous nos partenaires pour leur disponibilité de participer à cet atelier et pour leur collaboration professionnelle pendant les derniers mois. Je voudrais remercier particulièrement la GTZ pour leur contribution financière à l'organisation de cet atelier et l'atelier sur le cadre légal et réglementaire régissant le secteur PFNL, qui aura lieu du 28 juin au 1 juillet à Limbé.

Merci beaucoup à tous les Points Focaux du projet pour avoir fait le déplacement au Cameroun vu votre calendrier chargé. Après beaucoup de communication par email, cet atelier nous offrira – finalement – le cadre nécessaire pour revoir les activités réalisées et prévues du projet.

Je vous souhaite un atelier intéressant, fructueux et efficace. Je vous remercie pour votre attention.

Vive la Coopération Internationale
Vive la Coopération sous-régionale
Vive la COMIFAC

Merci pour votre attention.

7.4 Discours d'ouverture

Par M. Raymond Ndomba Ngoye, Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC

Monsieur le Conseiller Technique FAO, Coordonnateur du Projet « *Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux* »,
Madame et Messieurs les Points Focaux nationaux du Projet,
Mesdames et Messieurs,

Au nom de la COMIFAC, j'ai l'honneur et l'agréable plaisir de présider ce jour la présente cérémonie d'ouverture de l'atelier sous-régional de planification du projet « *Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux* ». Aussi, voudrais-je saisir l'occasion qui m'est offerte pour souhaiter à tous les délégués qui ont bien voulu faire le déplacement de la belle cité de Kribi, la plus cordiale des bienvenues et un agréable séjour au Cameroun.

Permettez-moi également de remercier les partenaires au développement et singulièrement ici la FAO pour le soutien multiforme apporté à la COMIFAC à travers notamment deux projets :

1. le projet d'appui à la COMIFAC sur l'harmonisation des politiques forestières et fiscales logé au sein du Secrétariat Exécutif de la COMIFAC ;
2. et celui qui nous réunira deux jours durant et qui se rapporte à un volet très essentiel du Plan de Convergence à travers ses axes stratégiques N° 2 sur la connaissance de la ressource et précisément à l'activité 2.1 relative à l'inventaire des ressources forestières, et sous-activité 2.1.2 sur la nécessité de dresser un état des lieux de l'utilisation des PFNL autrement appelés produits forestiers autres que le bois d'œuvre.

L'importance de notre thématique est reprise dans l'axe stratégique N°5 sur la valorisation durable des ressources forestières dans la sous-activité 5.1.4 relative à la filière PFNL. C'est dire l'importance que les Chefs d'Etat de nos pays accordent à cette catégorie des ressources forestières.

- la déclaration de mars 1999 dite « Déclaration de Yaoundé » ;
- la signature du traité relatif à la conservation et à la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale ;
- l'adoption du Plan de Convergence comme plateforme d'actions prioritaires communes pour la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale illustrent à suffisance l'intérêt que la COMIFAC accorde aux PFNL qui participent à la vie quotidienne des communautés locales et surtout de leur importance socio-économique dans nos pays respectifs.

Mesdames et Messieurs,

Cher Délégué ;

L'atelier qui nous réunit ici à Kribi aura donc pour objectifs de :

- valider les résultats des études régionales réalisées pendant la première phase du projet ;
- définir les activités prioritaires du projet pendant sa deuxième phase ;

- définir et harmoniser le mode de collaboration entre les partenaires du projet et d'autres acteurs.

Je sais que la tâche ne sera pas facile mais connaissant notre expertise, j'ai la ferme conviction que la rencontre de Kribi marquera un tournant décisif pour que la gestion et l'utilisation durable des PFNL contribuent de manière remarquable au renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique centrale.

Sur ce, au nom de Monsieur Jonas Nagahuedi, Secrétaire Exécutif de la COMIFAC, je déclare ouverts les travaux de l'atelier sous-régional de planification du projet sur le « *Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux* »

Vive la Coopération Internationale
Vive la Coopération sous-régionale
Vive la COMIFAC

Je vous remercie

Raymond NDOMBA NGOYE
Secrétaire Exécutif Adjoint
Coordonnateur Technique de la COMIFAC

;

7.5 Discours de clôture

Par M Raymond Ndomba Ngoye, Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC

Monsieur le Conseiller Technique FAO, Coordonnateur du Projet « *Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux* »,

Madame et Messieurs les Points Focaux nationaux,
Mesdames et Messieurs, distingués participants,

Nous voilà arrivés au terme des travaux de l'atelier sous-régional de planification du projet sous mentionné. Le compte rendu qui vient d'être fait par notre collègue Rapporteur est tellement exhaustif que je me rends compte que nous avons atteint les objectifs que nous nous sommes fixés pour ledit atelier notamment i) la discussion sur les études régionales réalisées pendant la première phase du projet ainsi que leur validation ; et ii) la définition des activités prioritaires de la deuxième phase du projet.

Pour atteindre ces objectifs essentiels, nous avons fait un travail très participatif. Tous les participants se sont exprimés librement et ont fait des propositions pertinentes pour les futures étapes du projet. Tous les participants se sont familiarisés avec la thématique relative à la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des PFNL.

Les résultats auxquels nous sommes parvenus prouvent à suffisance l'intérêt que nous manifestons vis à vis des PFNL pour leur valeur nutritionnelle ainsi que leur place qu'ils occupent dans la vie quotidienne des populations de nos pays qui les utilisent pour se nourrir, se soigner et pour bien d'autres services primordiaux.

C'est ici le lieu de présenter les félicitations de la COMIFAC à tous les participants pour le travail accompli en peu de temps. Je me ferai le devoir de rendre compte de votre expertise et de votre sérieux à qui de droit et vous rassure et confirme que les résultats de vos travaux seront soumis aux Ministres en charge des forêts et ou de l'environnement qui se réuniront d'ici quelques semaines dans le cadre d'un conseil ordinaire.

La caution politique attendue de nos Ministres vous donnera une motivation supplémentaire dans la mise en œuvre des activités programmées dans la deuxième de notre projet. Je ne saurai clore mon propos, sans une fois de plus remercier la FAO pour les appuis multiformes consentis à la COMIFAC dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de convergence. L'atelier de Limbé qui va suivre, sera une occasion supplémentaire qui vous est offerte pour consolider les résultats auxquels nous sommes parvenus, car sans cadre légal, la gestion et l'utilisation des PFNL n'est qu'un vain mot. Sans cadre légal, le secteur PFNL ne peut nullement contribuer à la sécurité alimentaire en Afrique Centrale.

Sur ce, et au nom de Monsieur Jonas Nagahuedi Mbongo Sodi, Secrétaire Exécutif de la COMIFAC, je déclare clos les travaux de l'atelier sous-régional de planification sur l'évaluation du projet « *Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux* ».

Vive la Coopération Internationale
Vive la Coopération sous-régionale
Vive la COMIFAC
Je vous remercie

7.6 Termes de référence de l'atelier

Introduction

L'objectif global du projet GCP/RAF/398/GER est d'améliorer la sécurité alimentaire en Afrique Centrale (Cameroun, République Centrafricain, République du Congo, République Démocratique du Congo, Guinée Équatoriale, Gabon) à travers l'utilisation durable des aliments forestiers dans les forêts denses de la zone humide et des arbres hors forêt. Les objectifs immédiats du projet sont :

- La prise de conscience et la connaissance du rôle des PFNL sont renforcées pour la sécurité alimentaire ; et
- Les bases sont établies pour une intégration systématique d'informations sur les aliments forestiers dans les programmes et politiques pertinents.

En attendant ces objectifs, le projet contribuera au Plan de Convergence de la Commission en charge des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), notamment à l'axe stratégique 2 *Connaissance de la ressource* (activité 2.1 *Inventaire des ressources forestières*, sous-activité 2.1.2 *Dresser un état des lieux de l'utilisation des PFNL*) et à l'axe stratégique 5 *Valorisation durable des ressources forestières* (sous-activité 5.1.4 *Filière PFNL*).

Le projet contribue à l'amélioration de la conservation des ressources forestières au moyen d'une participation active des populations tributaires des forêts en améliorant leurs connaissances pour une utilisation durable et socialement équitable d'une grande variété de produits forestiers.

Le projet a une durée de trois ans (2005 – 2008) et est financé par le gouvernement d'Allemagne. Il complète et accélère le programme régulier du Service des Produits Forestiers (FOPP) de la FAO qui vise à renforcer la contribution des PFNL à la sécurité alimentaire, à favoriser la création de revenus et encourager un aménagement durable des forêts en Afrique. Ce projet est complètement intégré dans la Stratégie du Département de Forêt de la FAO sur le « Développement des Forêts dans les Pays du Bassin du Congo » et ses trois priorités stratégiques afin de promouvoir l'aménagement durable des forêts dans le bassin du Congo, à savoir :

- améliorer les conditions socioéconomiques des populations les plus pauvres;
- renforcer la coopération sous-régionale ;
- intensifier et organiser la collecte et la gestion des informations en vue d'harmoniser les politiques forestières avec les autres politiques sectorielles.

Les bénéficiaires immédiats sont les agences gouvernementales et les services de vulgarisation responsables pour la conservation et l'utilisation durable des forêts ainsi que pour l'assurance de la sécurité alimentaire dans les pays. Le projet assiste ces agences de développer et de réaliser des politiques appropriées pour une meilleure contribution des PFNL à la sécurité alimentaire. Indirectement, les populations locales, qui n'ont actuellement pas d'accès à une alimentation adéquate, ni les moyens ou les connaissances pour améliorer leurs récoltes et leurs méthodes de production/marketing des aliments forestiers profitent des résultats du projet.

Après la mise en place institutionnelle initiale de la cellule de coordination du projet, une série d'études techniques a été lancée pour analyser le potentiel des aliments forestiers de contribuer à la sécurité alimentaire en Afrique Centrale :

- Le cadre normatif et légal régissant l'utilisation des PFNL en Afrique Centrale ;
- La gestion des ressources naturelles fournissant des PFNL en Afrique Centrale ;
- Le contexte socio-économique de l'utilisation des PFNL en Afrique Centrale ;

- L'exportation des PFNL et des aliments traditionnels de l'Afrique Centrale sur les marchés régionaux et internationaux - état des lieux et stratégies de développement ;
- L'impact de l'exploitation du bois dans les concessions forestières sur la disponibilité des PFNL en Afrique Centrale ;
- L'état des connaissances sur la valeur nutritionnelle des produits forestiers non ligneux alimentaires de l'Afrique Centrale ;
- Les perspectives de la certification des PFNL en Afrique Centrale ; et
- Les cadres politiques et institutionnels régissant l'utilisation des PFNL en Afrique Centrale.

A ce stade du projet, il est nécessaire de partager et de discuter les résultats préliminaires des études mentionnées ci-dessus avec les partenaires clés du projet, y compris les Points Focaux gouvernementaux, la cellule de coordination et les partenaires contractés. En plus, les participants du projet devraient préparer la deuxième phase du projet en identifiant les activités prioritaires du projet, les partenaires et les sites potentiels pour la mise en œuvre des essais sur le terrain. Ces tests ont pour objectif de tester les potentialités les plus appropriées pour la production et la commercialisation des aliments forestiers en Afrique Centrale.

Objectifs du séminaire

Les objectifs principaux du séminaire sont :

- Les résultats des études régionales réalisées pendant la première phase du projet sont discutés et validés.
- Les activités prioritaires du projet pendant la deuxième phase du projet sont définies.
- Le mode de collaboration entre les partenaires du projet et d'autres acteurs est défini et harmonisé.

Participants

- Points Focaux du projet FAO GCP/RAF/398/GER (pays participants & COMIFAC) ;
- Représentants des partenaires contractés (CIFOR, ICRAF) ;
- Cellule de coordination FAO (Conseiller Technique du projet & autres collaborateurs FAO) ;
- Représentants des co-organisateur de l'atelier ;
- Modérateur.

7.7 Boîte à questions/idées

Tableau 4. Boîte à questions

PFNL comestibles et PFNL agricoles	Problème culture	Législation spécifique, oui ou non ?	Prise en compte des droits coutumiers	PFNL et sécurité alimentaire ; PFNL et DSRP ; PFNL et gouvernance ; PFNL, développement économique et secteur privé
Comment améliorer le suivi statistique de PFNL/commerce ?	Renforcement des structures existantes ou élargir ?	Priorités en Afrique centrale ? Safou Andok Eru	Comment gérer durablement sur les zones de production ?	Si une UFA est certifiée, est-ce que tous les produits sont certifiés ?
Comment transmettre le patrimoine PFNL domestiqué à sa descendance ? PAF ?	Multiplication végétative : Allanbiaka, Gnetum	Comment développer les liens entre recherche/secteur privé ?	Réglementation de la transformation/conservation des PFNL ?	Faire la différence entre PFNL comestible et produits agricoles ?
Comment intégrer d'autres pays dans le réseau projet ? (6+)	Est ce que l'élevage peut réduire la chasse ?	Audit des services de contrôle phytosanitaire ?	Comment développer S/C COMIFAC d'un réseau de recherche ?	Quel est l'avenir de la certification des PFNL en Afrique Centrale ?
Comment faciliter l'exploitation de l'information pour le secteur privé ?	Clarification du droit d'usage : ➤ Semi-nomade ➤ Sédentaire ?	Filières professionnelles ou amateurisme ?	Qui doit faire le plan d'aménagement ? l'inventaire ?	Mémoire institutionnelle ?
Amélioration de la conservation des PFNL ? comment ?	Comment rendre public les mises en concession ?	Produits comestibles ?...données agricoles	Transformer pour exploiter ?	Comment faire bouger les choses ? décider ?
Privilégier les PFNL végétaux ou animaux ?	Aller vers une agroforêt ?	Code douanier ?		Avoir des priorités ?
Tenure forestière ?	Comment différencier le produit sauvage du produit domestiqué ?			
Exploitation/régénération, plantation ?	Comment utiliser l'information pour la prise de décision politique ? économique ?			
Domestication ou gestion des ressources ?				

Tableau 6. Boîte à idées

Mettre les rapports et études sur le site WEB de COMIFAC	Utilisation de « COMIFAC News »	Aucun pays ne dispose d'une loi spécifique aux PFNL	Secteur privé= toute personne/entreprise qui se fait de l'argent avec les PFNL	Pour la RDC, besoin de renforcement/projets durables
Introduire le RGE dans le programme UFA/PFNL ?	Visiter le site ICRAF Lien COMIFAC/ICRAF/FAO	Intégrer la gestion des PFNL dans les cahiers de charge avec les populations riveraines	Produire des informations fiables à usage commercial/statistique	Clarifier les rôles, responsabilités des acteurs
Outils de communication	Site/CEFDHAC Zamba etc.. Radio environnement à Yaoundé	Inclure les PFNL dans les plans d'aménagement	Appliquer les textes CEEAC/CEMAC	Publier les résultats de la recherche
Répertoire de site PFNL en Afrique Centrale	Présenter le projet FAO/PFNL au conseil de Ministre, septembre 2006	Faire des inventaires multi ressources dans les UFA	Annuaire des opérateurs PFNL + statistiques	Faire l'inventaire des ressources
Copier ce qui se fait	Agenda d'information par localité	Evaluer les compensations possibles si...l'exploitation ligneuse	Croissance des marchés : -urbains en Afrique Centrale -ethniques (Europe, Amérique)	Rétrécir/spécialiser le projet pour éviter la dispersion
Compréhension du/des marchés ? demande/offres	Proposer une nouvelle fiscalité pour les PFNL	Développer les entreprises forestières exploitant les UFA	Développer un projet de promotion des exportations de PFNL	Travail sur le cadre législatif et réglementaire
Production : forêt, campagne Commercialisation : grande ville	13 PFNL pour la zone humide 6 commercialisés	Harmonisation des politiques forestières en Afrique centrale/études comparées	Appui aux services phytosanitaires	Organiser les filières commerciales
Sensibilisation à la production des PFNL	Stratégies commerciales et de financement	Faire des actions de lobbying auprès des décideurs...politique de PFNL	Clarifier les compétences institutionnelles entre les ministères	Collaborer avec le MINAGRI pour produits alimentaires
Réduction des pertes -récoltes -stockage -transport	Appui aux projets communautaires de développement	Certification : à prendre au cas par cas	Clarifier/aménager les législations des PFNL	Développer les processus de traçabilité
Traçabilité sous-régionale	Travailler sur les techniques de récolte durables	La certification dépend des exigences du marché	Disposer d'une structure de gestion des PFNL au sein des administrations nationales	Travailler sur les dynamiques complémentaires transfrontalières en Afrique centrale
	Structures de gestion cadre réglementaire Partenariat institutionnel	Définition de la légalité	Développer des noms et codes commerciaux pour l'Afrique Centrale	Développer les systèmes de suivi statistiques
	Pour les PFNL connus, diversifiés les débouchés	Quelle certification ? -sociale ? -traçabilité ? -forestière de gestion durable	Développer un cadre de collaboration national entre les institutions	Renforcement des capacités au niveau institutionnel
			Appui à la prise de conscience des populations riveraines en	Evaluation des impacts de prélevement

7.8 Compte rendu final de l'atelier

Du 25 au 27 juin 2006 s'est tenu à l'Hôtel July Résidence de Kribi (Province du Sud, Cameroun), l'atelier sous-régional du projet « Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux (PFNL) », organisé par la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et la Coopération allemande au développement (GTZ).

L'atelier, présidé par le Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC, M. Raymond Ndomba Ngoye, avait pour but de :

- discuter et valider les résultats des études sous-régionales réalisées pendant la première phase du projet ;
- définir les activités prioritaires du projet à exécuter durant sa deuxième phase ; et
- définir et harmoniser le mode de collaboration entre les partenaires du projet et d'autres acteurs.

La liste des participants est jointe en annexe. On notera notamment la présence des points focaux gouvernementaux du projet GCP/RAF/398/GER du Cameroun, de la République du Congo, de la Guinée Equatoriale, du Gabon, de la République Centrafricaine et de la République Démocratique du Congo. Les institutions de recherche ou de conservation étaient présentes par le World Agroforestry Centre (ICRAF), le Centre de Recherche Forestière Internationale (CIFOR), l'Union Mondiale pour la Nature (UICN), l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) et l'Université de Yaoundé I.

L'atelier a été modéré par M. Jean-Marie Noiraud, avec comme rapporteur M. Armand Asseng Ze.

L'Atelier s'est déroulé comme suit :

1. Cérémonie officielle d'ouverture

Dans son mot de bienvenue, le Conseiller Technique de la FAO, M. Sven Walter a remercié l'ensemble des participants d'avoir accepté l'invitation à participer à cet atelier de planification opérationnelle du projet. Il a souhaité qu'avec les points focaux et les partenaires présents, l'atelier permette de faire le point sur son état d'avancement et définisse les activités à conduire pour la seconde année.

Dans son discours d'ouverture, M Raymond Ndomba Ngoye, Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC, a souhaité la bienvenue à tous les délégués qui ont fait le déplacement de la belle cité de Kribi, et un agréable séjour au Cameroun. Ensuite, il a remercié les partenaires au développement et singulièrement la FAO pour le soutien multiforme apporté à la COMIFAC à travers notamment deux projets : le projet d'appui à la COMIFAC sur l'harmonisation des politiques forestières et fiscales logé au sein du Secrétariat Exécutif; et le projet de renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux. Dans un second temps, il a noté l'importance que les Chefs d'Etat accordent à cette catégorie de ressources forestières et a souhaité que la rencontre de Kribi marque un tournant décisif en matière d'approche de la sécurité alimentaire à travers les PFNL.

2. Les exposés

Après la présentation des activités du projet pendant la période juillet 2005-mai 2006 par M Sven Walter, Conseiller Technique du projet GCP/RAF/398/GER, les exposés se sont succédés comme suit :

Séance 1 : Analyse régionale du secteur PFNL en Afrique Centrale

- La gestion et l'exploitation des PFNL en Afrique Centrale (*par M. Zac Tchoundjeu, ICRAF*) ;
- L'utilisation et la commercialisation locale et nationale des PFNL en Afrique Centrale (*par Mme Elise Touko, CIFOR*) ;
- Le commerce international et régional des PFNL (*par M. Honoré Tabuna, ICRAF*) ;
- Le cadre légal régissant la gestion, l'utilisation et le commerce des PFNL en Afrique Centrale (*par M. Michel Bonannée, consultant*) ;
- Le cadre politique et institutionnel du secteur PFNL (*par Mme Precillia Ngome-Tata, FAO/IRAD*) ;
- L'impact des concessions forestières sur la disponibilité des PFNL – 2 études de cas (*par M. Ousseynou Ndoye, CIFOR*) ;
- Les perspectives de la certification des PFNL en Afrique Centrale (*par Mme Marie Mbolo, Université de Yaoundé*).

Séance 2 : Analyse nationale du secteur PFNL

- Le secteur PFNL au Cameroun (*par M. Jean-Claude Ndo, Point focal Cameroun*) ;
- Le secteur PFNL au Gabon (*par Mme Nathalie Nyare, Point focal Gabon*) ;
- Le secteur PFNL en Guinée Equatoriale (*par M. Ramon Mituy Abaga, Point focal République de Guinée Equatoriale*) ;
- Le secteur PFNL en République Centrafricaine (*par M. Michel Bonannée, Point focal République Centrafricaine*) ;
- Le secteur PFNL en République Démocratique du Congo (*par M. Sébastien Malele, Point focal de la République Démocratique du Congo*) ;
- Le secteur PFNL en République du Congo (*par M. Lambert Imbalo, Point focal de la République du Congo*).

Après chaque présentation, un débat était engagé pour clarifier ce qui avait besoin de l'être et permettre à l'ensemble des participants de s'exprimer. Les idées fortes et les questionnements étaient notés au fur et à mesure au tableau par le facilitateur.

Séance 3 : Définition des activités prioritaires du projet GCP/RAF/398/GER

La séance a été introduite par M Sven Walter, Conseiller Technique, avec une « Présentation du document de projet : activités mentionnées pendant la deuxième phase du projet et aspects opérationnels relatifs à la mise en œuvre du projet ».

Après avoir rediscuté en plénière de la méthodologie de travail à la suite de la présentation de M. Walter, il a été décidé de commun accord que la plénière allait redéfinir les priorités au sens où les différents points focaux l'entendent. A partir de ces priorités thématiques, il s'agissait ensuite de redéfinir les priorités en terme d'activités.

Il est convenu que le projet se recentre en seconde année en priorité sur les activités de renforcement institutionnel, laissant notamment les institutions de recherche jouer leur rôle dans la production et la mise à disposition des connaissances.

3. Résultats des travaux des points focaux en plénière

Un résumé des résultats des points focaux en plénière est documenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Proposition des activités prioritaires du projet pendant la deuxième phase

Thèmes	Objectifs	Activités
1. Stratégie Régionale	1.1 Les résultats des études sur le cadre légal et institutionnel sont capitalisés	1.1.1 Préparer une directive COMIFAC sur le secteur PFNL 1.1.2 Faciliter la validation de la directive par le Conseil des Ministres (septembre 2006)
2. Stratégies et politiques nationales	2.1 Des politiques/stratégies nationales pour le développement du secteur PFNL en Afrique Centrale sont développées	2.1.1 Faciliter le développement des politiques/stratégies du secteur PFNL au niveau national 2.1.2 Recenser des acteurs concernés au niveau national/sous-régional 2.1.3 Rédiger les documents nationaux à partir des données issues des différentes études 2.1.4 Contribuer à l'opérationnalisation du Plan de Convergence de la COMIFAC
3. Renforcement institutionnel et légal	3.1 Le rôle des directions des forêts dans la gestion des PFNL est clarifié	3.1.1 Renforcer les structures gouvernementales en charge de la gestion des PFNL
	3.2 Le cadre légal et réglementaire relatif au secteur PFNL est élaboré et/ou amélioré	3.2.1 Elaborer des décrets et arrêtés d'application concernant la gestion durable des PFNL 3.2.2 Réaliser une étude sur la fiscalité des PFNL en Afrique Centrale
4. Gestion forestière et Gouvernance	4.1 Des normes d'inventaire, d'aménagement et d'exploitation des PFNL sont développées et disséminées	4.1.1 Expérimenter la gestion durable des PFNL dans une concession forestière 4.1.2 Contribuer à la finalisation du document de protocole d'inventaire élaboré par la FAO 4.1.3 Tester, diffuser et faciliter l'application des protocoles d'inventaire
5. Données statistiques	5.1 Des données statistiques sur les PFNL sont collectées et analysées	5.1.1 Préparer un annuaire statistique 5.1.2 Appuyer les services phytosanitaires 5.1.3 Définir une approche nationale de suivi statistique
6. Commercialisation des PFNL	6.1 La structuration des organisations de producteurs et de commerçants des PFNL en Afrique Centrale est renforcée	6.1.1 Elaborer un répertoire des opérateurs économiques du secteur PFNL actifs en Afrique Centrale
7. Renforcement des capacités	7.1 Les techniques de production et de transformation des PFNL sont améliorées et vulgarisées	7.1.1 Etudier les possibilités de créer un réseau PFNL en Afrique Centrale 7.1.2 Organiser des voyages d'étude
8. Recherche et développement	8.1 Les résultats de la recherche relative au secteur PFNL sont disséminés	8.1.1 Publier les résultats de recherche (ICRAF, CIFOR, etc.) 8.1.2 Préparer et diffuser des fiches techniques, des notes de synthèse, etc.
9. Projets complémentaires	9.1 Des projets complémentaires pour le développement du secteur PFNL en Afrique Centrale sont mises en œuvre	9.1.1 Préparer des documents de projet pour la recherche de financements 9.1.2 Appuyer la mise en œuvre des projets complémentaires

L'atelier recommande au Secrétariat Exécutif de la COMIFAC:

- d'inscrire la thématique PFNL à l'ordre du jour du prochain Conseil des Ministres ;
- de sensibiliser les Ministres lors du conseil sur la nécessité d'une plus grande prise en compte des PFNL dans les politiques nationales et sous-régionales et que les moyens nécessaires soient mis à la disposition des services compétents ;
- de sensibiliser d'autres partenaires sur la nécessité d'appuyer les pays sur la mise en œuvre des activités relatives aux PFNL ;
- de développer les stratégies de mobilisation des fonds supplémentaires pour la mise en œuvre des activités non couvertes par le projet ;
- de faire le lobbying du projet et de la thématique des PFNL lors des rencontres sous régionales et internationales ;

- de sensibiliser la FAO et d'autres partenaires sur la nécessité d'élargir le projet à tout l'espace COMIFAC ;
- d'inscrire la thématique PFNL à l'ordre du jour de la 6^{ème} CEFDHAC ;
- de faciliter en collaboration avec l'UICN l'inscription de la thématique des PFNL à l'ordre du jour de la 1^{ère} conférence internationale des Parlementaires sur la gestion durable des écosystèmes forestiers en Afrique Centrale.

Par ailleurs, l'atelier recommande qu'un atelier de suivi-évaluation de l'avancement du projet soit réalisé avec les points focaux en fin de deuxième phase du projet.

4. Conclusion

L'atelier a été clôturé à 19h30 par M. Raymond Ndomba Ngoye, Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC.

Fait à Kribi, le 27 juin 2006

Les participants

Presentation

Présentation de l'état d'avancement du projet GCP/RAF/398/GER (Juillet 2005 – Juin 2006)

par
Sven Walter
Conseiller Technique, FAO
Yaoundé, Cameroon

Atelier de planification du projet GCP/RAF/398/GER,
Kribi/Cameroun, 25-27 juin 2006

FAO, Forests and Forestry

Structure de la présentation

1. Priorités de la FAO
2. Objectifs et résultats
3. Bailleur de fond
4. Plan de travail
5. Activités
6. Perspectives
7. Conclusions

FAO, Forests and Forestry

1. Priorités de la FAO

Mission

Renforcer le bien-être des populations en aidant les Etats Membres à pratiquer une gestion durable des arbres et des forêts du monde

FAO, Forests and Forestry

1. Priorités de la FAO

Priorités d'action en Afrique Centrale

- Optimiser la contribution des arbres et des forêts au développement économique et social à l'échelle nationale, régionale et mondiale
- Garantir la gestion durable et l'utilisation améliorée des arbres et des écosystèmes forestiers
- Améliorer l'accès aux informations fiables et à jour sur le secteur forestier

FAO, Forests and Forestry

2. Objectifs et résultats

Objectif de développement

La sécurité alimentaire en Afrique Centrale est améliorée à travers l'utilisation durable des aliments forestiers

FAO, Forests and Forestry

2. Objectifs et résultats

Objectifs immédiats

- La prise de conscience et la connaissance du rôle des PFNL sont renforcées pour assurer la sécurité alimentaire
- Les bases sont établies pour une intégration systématique d'informations sur les aliments forestiers dans les programmes et politiques pertinents

FAO, Forests and Forestry

2. Objectifs et résultats

Résultats

- Les contributions actuelles et potentielles des aliments forestiers à la sécurité alimentaire en Afrique Centrale sont évaluées
- Les impacts de la gestion forestière sur les aliments forestiers sont évalués
- La contribution commerciale des PFNL comestibles est évaluée comme moyens de subsistance des communautés locales

FAO, Forests and Forestry

2. Objectifs et résultats

Résultats

- Les directives politiques sont élaborées sur la contribution des PFNL à la sécurité alimentaire et à la gestion durable des forêts
- Une série d'actions et de suivi au niveau régional est compilée, discutée et validée
- Résultats du projet sont publiés et disséminés

FAO, Forests and Forestry

3. Bailleur de fond

Bailleur de fond : Gouvernement de l'Allemagne (Ministère d'Alimentation, d'Agriculture et de Protection des Consommateurs)

Budget: \$EU913.702

Priorités politiques:

- Diffusion des informations sur la récolte, la transformation et la commercialisation des PFNL
- Diffusion des informations sur la contribution potentielle des PFNL à la sécurité alimentaire
- Appuyer les gouvernements d'intégrer les PFNL dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire
- Identifier des mécanismes et des approches politiques pour promouvoir l'utilisation durable des PFNL

FAO, Forests and Forestry

4. Plan de travail

Phase 1 (1ère année)

Diagnostic

- Analyses régionales et nationales
- Atelier régional et technique

FAO, Forests and Forestry

4. Plan de travail

Phase 2 (2ème année)

Implémentation sur le terrain et renforcement des capacités

- Analyse de l'impact de la gestion durable des forêts sur les PFNL
- Analyse du commerce et du marketing des PFNL

FAO, Forests and Forestry

4. Plan de travail

Phase 3 (3ème année)

Consolidation et dissémination

- Recommandations et propositions
- Atelier régional politique

FAO, Forests and Forestry

5. Activités réalisées

i) Arrangements administratifs

ii) Identification de co-financement

- US\$ 80.000 (FAO, GTZ)
- UE demandé (EUR 3 mio)

FAO, Forests and Forestry

5. Activités réalisées

iii) Analyse régionale du secteur PFNL

- Financé par le projet: aspects socio-economiques, aspects ressources, valeur nutritive, cadre politique/institutionnel
- Financé par des partenaires: Cadre légal, concessions forestières/PFNL, commerce régional des PFNL, certification des PFNL

FAO, Forests and Forestry

5. Activités réalisées

iv) Analyse nationale du secteur PFNL

- Financé par le projet: Cadre légal, bibliographie annotée
- Financé par des partenaires: Secteur PFNL en Guinée Équatoriale, secteur PFNL en RDC
- Appui technique et financier à la mise en œuvre du projet « Appui institutionnel et gestion durable des PFNL » (TCP/CMR/2905) au Cameroun

FAO, Forests and Forestry

5. Activités réalisées

v) Sensibilisation

- Communication (brochure, internet, notes d'information)
- Participation aux ateliers (e.g. PROMOTE 2005, IFOAM conférence)
- Préparation des papiers soumis aux conférences internationales

FAO, Forests and Forestry

5. Activités réalisées

vi) Préparation des documents de projet

- Union européenne: Mobilisation et renforcement des capacités des petites et moyennes entreprises impliquées dans les filières des PFNL en Afrique Centrale (FAO/CIFOR/ICRAF/SNV)
- FAO/WWF/IRAD/CIFOR/secteur privé: Gestion durable des PFNL dans les Unités Forestières d'Aménagement au Cameroun (en finalisation)
- OIBT: Développement du secteur PFNL au Cameroun, au Gabon, en République du Congo et en RCA (en discussion)

FAO, Forests and Forestry

5. Activités réalisées

vii) Ateliers régionaux

- « ... discuter les résultats préliminaires et ... identifier les sites d'études de terrain et les partenaires pour les activités sur le terrain » (prodoc)
- Atelier technique sur le cadre légal (co-financement GTZ)
- Atelier politique à Yaoundé (COMIFAC/FAO/CIFOR/ICRAF) ?

FAO, Forests and Forestry

6. Perspectives

Phase 2 (2ème année)

- Mise en œuvre des études pilotes
- Élaboration d'une stratégie nationale pour développer le secteur PFNL
- Valeur nutritionnelle des PFNL
- Deux études complémentaires
- Ateliers nationaux de sensibilisation/formation
- Voyages d'études

FAO, Forests and Forestry

7. Conclusions

- Activités réalisées selon document de projet
- Partenariat établi (CIFOR, GTZ, ICRAF, INDEFOR, IRAD, SNV, UICN, WWF, secteur privé)
- Mise en œuvre des activités normatives sans négliger les activités de terrain
- Garder une perspective sous-régionale en évitant les risques de dispersion

FAO, Forests and Forestry

MERCI!

FAO

Projet GCP/RAF/398/GER
c/o Représentation de la FAO au Cameroun,
BP 281, Yaoundé, Cameroun

Fax: + 237 20 48 11

Site web

www.fao.org/forestry/FOP/FOPW/NWFP/nwfp-e.stm

Sven Walter

Tel: + 237 535 63 48, Email: Sven.Walter@fao.org

FAO, Forests and Forestry

FAO, Forests and Forestry

FAO, Forests and Forestry

FAO, Forests and Forestry

LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES PFNL EN AFRIQUE CENTRALE



Dr Zac Tchoundjeu
ICRAF Representative
World Agroforestry Centre (Humid Tropic Region)
World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics


ARTICULATIONS

- Objectifs étude, approche méthodologique
- PFNL alimentaires : Origine, typologie et classification
- Aperçu Gestion Ressources Naturelles
- Contraintes et opportunités Stratégies Gestions PFNL
- Ebauche Stratégie
- Recommandations et Conclusions

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

OBJECTIFS PRINCIPAL

Analyser la gestion des ressources naturelles fournissant les PFNL alimentaires en Afrique Centrale (AC)



World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

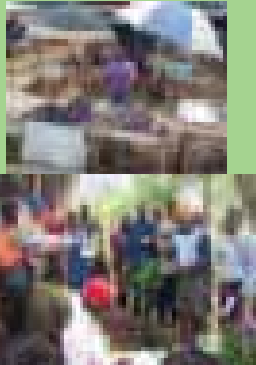
OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Inventorier les PFNL alimentaires exploités AC
- Décrire techniques gestion ressources naturelles AC
- Analyser méthodologies appliquées pour la définition des quotas d'exploitation des PFNL
- Identifier contraintes gestion des ressources naturelles fournissant les PFNL comestibles AC
- Répertoire opportunités liées gestion des ressources naturelles fournissant les PFNL comestibles
- Proposer stratégies de gestion des PFNL en AC

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

METHODOLOGIES

- Revue literatures
- Entretiens et échanges:
 - chercheurs
 - Universitaires, paysans, commerçants, secteur privé
 - autres personnes travaillant sur l'exploitation des PFNL au Cameroun et dans les autres pays de AC

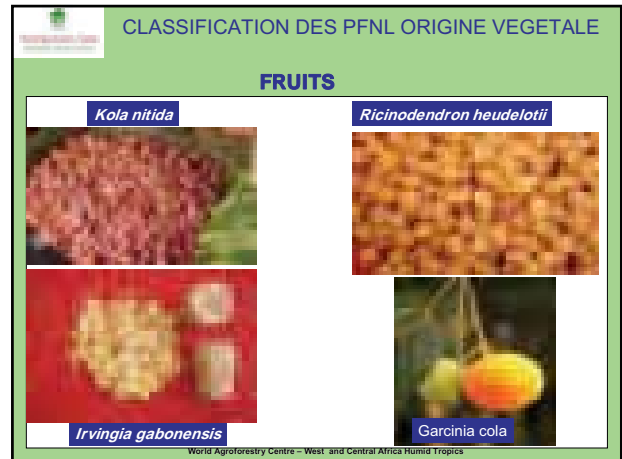
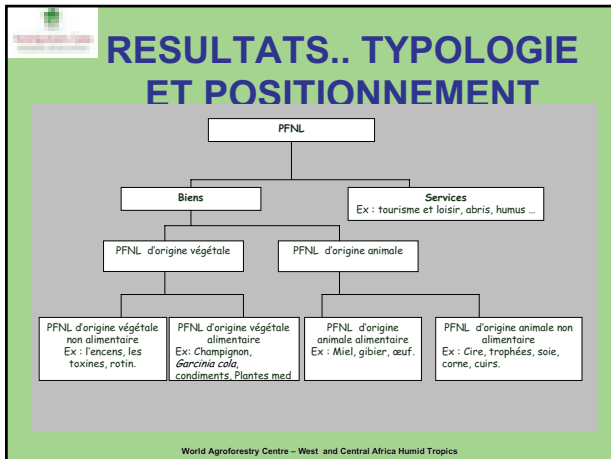


World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

RESULTATS

1. Forêts et savanes produisent des PFNL alimentaires d'origine animale ou végétale
2. PFNL d'origine végétale = Produits agroforestiers (PAF) sont domestiqués et introduits systèmes agricoles
3. PFNL d'origine animale = Animaux Sauvage d'élevage (ASE) sont domestiqués et introduits dans les fermes rurales et urbaines

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics



- ## CLASSIFICATION DES PFNL D'ORIGINE ANIMALE
1. Classe de l'animal: gibier, insectes et produits apicoles, escargots géants, poissons, oiseaux et reptiles
 2. Catégories ou classes de protection
Cites: Annexes 1, 2 & 3
Cameroun: Classes A, B & C
 3. Classification selon lieu de collecte: Forêts domaine permanent, espaces agricoles, forêts domaine non permanent et aires protégées
- World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

ETAT DE GESTION DES PFNL EN AC

- Méthodes d'exploitation des PFNL
 - Prélèvement sur pied
 - Abattage des arbres
 - Arrachage de certaines espèces
 - Technique de captures des animaux (pièges)
- Approche scientifique:
 - Gestion des aires protégées
 - Recherche sur la domestication des PFNL
 - Existence des textes réglementant l'accès aux ressources fauniques et floristiques

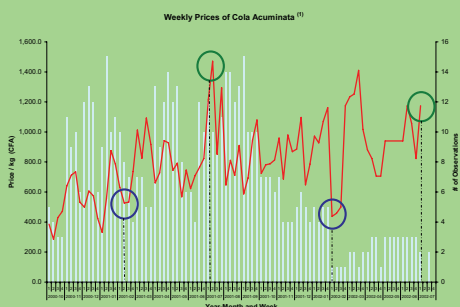
World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

DONNEES SUR L'EXPLOITATION DES PFNL

1. Malgré l'importance des PFNL dans l'économie des pays de la région, très peu de statistiques fiables existent sur l'exploitation des PFNL.
2. ICRAF et ses partenaires utilisent des log books pour évaluer les quantités produites dans les villages. De même les ventes groupées et les filières organisées autour de Irvingia, Kola et Njansang permettront de quantifier ces produits

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

Market Trends Kola



(1) Source: ICRAF 2003 Farmer Logbook Survey.

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

PROBLEMES ET CONTRAINTES DE PRODUCTION DES PFNL

- Faible taux de régénération naturelle de certaines espèces (méthode exploitation inappropriée)
- Menace disparition certaines espèces, cause menace écosystèmes
- Faible intérêt pour la culture des PFNL cause absence de connaissances techniques
- Instabilité sociopolitique sous région accentuant pression sur l'utilisation des PFNL
- Pauvreté ambiante accentuant la pression (70% population rurale utilise la forêt pour soins médicaux)
- Très bonnes législations mais très peu ou mal utilisées par les pouvoirs publics

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

CONTRAINTES DE COMMERCILISATION DES PFNL

- Absence de technologies appropriées de stockage, conservation, conditionnement et transformation,
- Enclavement des grandes zones de production,
- Manque de données ou de statistiques sur les PFNL,
- Problèmes de réglementation commerciale, liés aux politiques et à l'application des textes freinent l'expansion de la commercialisation des PFNL.

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

OPPORTUNITES DES GESTIONS DES PFNL

1. **Exploitation (in-situ)**
Régulation de l'accès à la ressource ;
Régulation des techniques et intensité de prélèvement;
Certification.
2. **Exploitation durable encourageant la culture dans les espaces agricoles (ex-situ)**
La domestication participative des arbres agroforestiers fournissant des PFNL alimentaires (*Dacryodes edulis*, *Irvingia gabonensis*, *Ricinodendron heudelotii*, *Cola nitida*, *Garcinia kola*, *Canarium schweinfurthii*, *Coula edulis*, *Trichoscypha arborea*, *Gnetum africanum*, *Monodora myristica*, *Afrostryx lepidophylus*, *Zanthoxylum macrophylla*, *Piper guineensis*);
- **Expérience du petit élevage** : Ex. Élevage des aulacodes, des escargots, des grenouilles; l'apiculture;

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

How to multiply the selected species: rooting cuttings

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

GRAFTING TECHNIQUES

- No new secrets but skills normally reside with station or research staff
 - Farmers, extension services need the techniques

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

How to multiply the selected species: air layering

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

Creation of a cultivar

Dacryodes edulis

Earlier fruiting, smaller trees and uniform quality

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

ENTREPRENEURIAL SPIRIT IN PILOT VILLAGES

DRC **Nigeria**

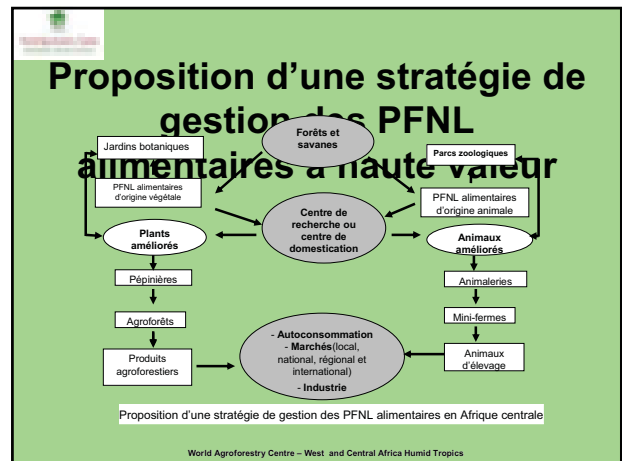
Cameroon

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

TREE DIVERSIFICATION

D.edulis **Safou**

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics



Recommandations

Recommandations générales au niveau sous régional

1. Que la FAO, l'ICRAF, la COMIFAC et les partenaires travaillant sur les PFNL de la région définissent une plateforme permettant de coordonner leurs efforts.
2. Que les résultats de la domestication participative générés par l'ICRAF soient vulgarisés dans les autres pays de la sous région.

Recommandations spécifiques au niveau du projet

Que le projet prépare les TDR et lance l'étude sur la mise en place d'une stratégie régionale sur l'exploitation et la gestion des PFNL alimentaires en exploitant les résultats de Kribi.

World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics

CONCLUSION

L'étude a révélé trois points forts :

- l'existence dans chaque pays des méthodes de gestion des PFNL alimentaires sur trois plans : plan traditionnel ou historique, plan scientifique et sur plan légal ou politique
- l'absence d'un dispositif harmonisé et vulgarisé de gestion des PFNL alimentaires à l'intérieur de chaque pays et au niveau régional
- l'existence des contraintes et des opportunités utiles pour la mise en place d'une stratégie régionale de gestion des PFNL alimentaires
- l'intérêt et l'urgence d'une stratégie régionale devant concilier l'amélioration des revenus des paysans et la protection des espèces


World Agroforestry Centre – West and Central Africa Humid Tropics





Utilisation et commercialisation des Produits Forestiers Non-Ligneux en Afrique Centrale


par:
Noubissie Elise,
Tieguhong Julius Chupezi
et
Ousseynou Ndoye



Justification

- 90% des populations en zones rurales sont pauvres et sous alimentées
- 5 millions d'enfants dans les pays en développement sont mal nourris
- En Afrique, 60 à 80% des besoins des populations pauvres dépendent directement des ressources naturelles.

FAO, Forests and Forestry 56



Objectifs Etude

- Examiner la place des PFNL dans la vie des populations en Afrique centrale.
- Analyser les contraintes et potentialités liées à l'utilisation et à la commercialisation des PFNL
- Ressortir des stratégies efficaces pour l'amélioration et la pérennisation de la contribution des PFNL à la sécurité alimentaire.

FAO, Forests and Forestry 57



Utilisation des PFNL en Afrique Centrale

- Alimentation
- Médicaments
- Emploi
- Commercialisation



FAO, Forests and Forestry

TABLEAU 1 : LES PFNL DE GRANDES VALEURS EN AFRIQUE CENTRALE

Espèces	Principales utilisations	Distribution
<i>Baillonella sp.</i>	Médecine, Aliments	Cameroun, Gabon, GEQ, RC, RDC
<i>Gnetum spp.</i>	Aliments	RCA, RC, Cameroun, Gabon, RDC, GEQ
<i>Laccosperma sp.</i> <i>Eremospatha sp.</i>	Equipements	Cameroun, RC, RDC, GEQ, Gabon
<i>Cola spp.</i>	Aliments	Cameroun, Gabon
<i>Garcinia spp.</i>	Médecine	Cameroun, Gabon
<i>Irvingia spp.</i>	Aliments, Cosmétique	Cameroun, RDC, Gabon, RC, GEQ

FAO, Forests and Forestry 60

TABLEAU 1 : LES PFNL DE GRANDES VALEURS EN

AFRIQUE CENTRALE (suite)

Espèces	Principales utilisations	Distribution
<i>Dacryodes edulis</i>	Aliments	Cameroun, RC, RDC
<i>Marantaceae</i>	Emballage	Cameroun, RC, RDC, GEQ, Gabon
<i>Piper guineensis</i>	Aliments	Cameroun, RC, RDC, GEQ, Gabon
<i>Ricinodendron sp.</i>	Aliments	RC, Cameroun, RDC, GEQ, Gabon
<i>Prunus africana</i>	Médecine	Cameroun, RDC, GEQ
<i>Pausinystalia sp.</i>	Médecine	Cameroun, RC, GEQ, Gabon
<i>Tabernanthe iboga</i>	Médecine	Cameroun, RC, RDC, GEQ, Gabon

PFNL et Alimentation

- En RCA, 65% des PFNL sont utilisés dans l'alimentation. Au Cameroun il est de 72%.
- Les pygmées Baka utilisent une quinzaine d'espèces comme épice ou condiment.
- Le *Gnetum* a atteint 44227 tonnes dans les marchés frontaliers en 1997.
- Le gibier, les insectes et le champignon sont une source de protéine pour les populations rurales et urbaines

PFNL: Utilisation médicale

- 66% des arbres exploités comme bois d'œuvre sont des plantes médicinales
- 88% des populations du Mont Cameroun utilisent les plantes médicinales; 87% dans la province de l'Equateur et 81% à Bandundu

Commercialisation des PFNL au Niveau Local

- Le vin de palme rapporte entre 30 000 et 100 000 FCFA par an au paysans à Nyangong (Sud Cameroun).
- la vente de six PFNL rapporte US\$ 84 de revenu mensuel aux ménages dans la province de l'Equateur et US\$ 40 à Bandundu.
- A Ekom et Mékas (Cameroun) 51,2 % du revenu des ménages provient du Gibier.

Commercialisation des PFNL au Niveau Local (suite)

- Dans les villages du parc d'Odzala (R C), les ménages tirent l'essentiel de leur revenu de la vente du Gibier
- A Bayanga (RCA) le revenu généré est de US\$178 par jour (70% provient du vin de raphia, 18% du *Gnetum* et 10% de la chasse).

Commercialisation des PFNL au Niveau National

- La valeur de vente du rotin en 2001 dans les marchés de Douala, Yaoundé et Kinshasa est de US\$ 290 000.
- A Mont-Bouet (Libreville), la valeur des PFNL vendus est de 754 000 CFA.

Commercialisation des PFNL au Niveau National (suite)

- A Oyem, Port-Gentil et Makokou la vente du gibier rapporte 881 millions de FCFA.
- *Irvingia gabonensis* représente 79% des PFNL commercialisés au Gabon, avec 91% des marchés..

Commercialisation au Niveau Régional

- Le Cameroun exporte 650 tonnes de *Dacryodes* vers le Nigéria, le Gabon et la République du Congo.
- En 1992 428 tonnes de Gnetum ont été exportées du Cameroun vers le Nigéria.
- En 1980, 1.100 tonnes de Noix de cola pour une valeur de 186,6 millions de FCFA ont été exporté du Cameroun vers le Nigéria et le Tchad

Contraintes liées à l'utilisation et au commerce des PFNL en Afrique Centrale

Contraintes Techniques

- Les techniques de récolte ne garantissent pas toujours une utilisation durable de la ressource
- Ne permettent pas de maximiser la marge bénéficiaire (pour le rotin la réduction du rendement de récolte est de 28 % à 44%)
- Les techniques de transformation locale sont embryonnaires (le Cameroun reçoit seulement 0,35% des revenus du Prunus fini)

Contraintes Socio-politiques

- Les infrastructures vieillissantes, inexistantes ou peu développées entravent l'utilisation des PFNL et augmentent les coûts d'accès au marché.
- Le mode d'accès à la ressource et le droit de propriété ne sont pas clairement définis.
- L'expropriation du droit de jouissance au pygmée liée à la perception locale de droit d'usage.

Stratégies de développement

- Les décideurs doivent s'appropriier les résultats de recherche pour mettre en place une politique efficace en matière de PFNL
- Les ministères en charges des forêts doivent rendre compétitif l'octroi des titres d'exploitations pour augmenter le revenu des pouvoirs publics

Stratégies de développement (suite)

Renforcer le partenariat multi-acteurs en accordant aux populations locales et aux organisations de la société civile le droit d'intervenir dans les processus de développement des PFNL.

Recommandations pour le Projet

- Inciter les pouvoirs publics à mettre en place un cadre législatif et réglementaire qui aborde de manière spécifique les questions liées à l'exploitation, la commercialisation et l'utilisation des PFNL.
- Encourager les ministères en charge de faire l'inventaire national des PFNL.

Recommandations pour le projet (suite)

- Mettre sur pied un agenda d'informations par localité.
- Assister les communautés dans la conception et la mise en œuvre de projets communautaires de développement.
- Développer les stratégies de vente des PFNL pour accroître les revenus obtenus par les communautés rurales.



Le commerce international et régional des produits forestiers non ligneux alimentaires de l'Afrique Centrale



Honoré TABUNA

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

PLAN



- Rappels des objectifs et approche méthodologique de l'étude
- Description des filières d'exportation vers le marché régional et le marché international
- Les produits exportés et les exportateurs
- Les contraintes et les potentialités pour développer l'exportation des PFNL en Afrique Centrale
- Recommandations générales et spécifiques
- Conclusions

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

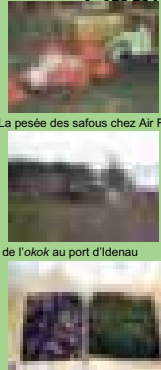
Rappels des objectifs



- Identifier les produits exportés et les exportateurs
- Décrire les filières d'exportation vers le marché régional et international
- Proposer les modalités de mise en œuvre des stratégies de développement durable de l'exportation et des exportateurs
- Montrer le rôle de la domestication dans le développement des exportations

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

Approche méthodologique



- Recherche documentaire dans chaque ville visitée
- Enquêtes de terrain :
 - Enquête auprès des acteurs impliqués dans l'exportation des PFNL au niveau des points de passage des marchandises
 - Prise de contact téléphonique et demande d'informations complémentaires aux délégués provinciaux de l'Agriculture

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

Approche méthodologique pour les enquêtes de terrain



- Mise en place d'un support de communication
- Repérage des points de passage des PFNL
- Prise de contact avec les services de l'Etat collectant des statistiques
- Prise de contact avec le Ministère de tutelle du service identifié
- Entretien avec les responsables des organismes de collecte des statistiques
- Prise de contact avec les services du commerce extérieur de chaque pays

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

RESULTATS OBTENUS DANS LES PAYS VISITES :

CAMEROUN, GABON, CONGO ET RDC



African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

Description des filières d'exportation

Pays	Filières régionales	Filières transfrontalières	Filières internationales	Filières officielles	Filières informelles
Cameroun	Nigeria, GE Gabon, Cgo	Présentes	Europe et Amérique du Nord	Présentes	Présentes
Congo	Absent	-/-	France	-/-	-/-
Gabon	Absent	-/-	Absentes	-/-	-/-
RDC	Absent	-/-	Europe et Amérique du Nord	-/-	-/-

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

Description des filières d'exportation (2)

Pays	Services de l'Etat présents aux points de passage	Organisme spécialisé pour la collecte de statistiques	Organisme pour la collecte de quelques statistiques	Organisme de contrôle	Politiques nationales et régionales d'appui aux exportations des PFNL
CMR	Police, Douanes, Eaux et Forêts, phytosanitaire	Absent	Service phytosanitaire	Service phytosanitaire	Absentes
Cgo	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-
Gab	-/-	-/-	-/-	Service de consommation et phytosanitaire	-/-
RDC	-/-	-/-	OCC	OCC, santé, phytosanitaire	-/-

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

Les principaux PFNL alimentaires exportés sur le marché régional et international

Pays	Marché régional	Marché international
Cameroun	Cgo : safou Nigeria : okok ou eru	France, UK, Suisse et Amérique du Nord : okok, andok, kola
Congo	Non disponible	France : safou, fumbu ou koko
Gabon	GE et CMR : andok ou odika	Absent
RDC	Non disponible	France, Belgique, UK : safou, fumbua, mbizo, chenilles, larves de palmier

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

Les volumes (tonnes) des principaux PFNL alimentaires exportés par le Cameroun en 2004 et enregistrés aux Postes de Police Phytosanitaire de Douala, Yaoundé, Idenau, Kye Ossi et Ambam Minko'o

Produits	Europe	Congo	Gabon	Guinée E	Nigeria	RDC
safou	55,24	35	106	21,7	-	-
okok	30	-	-	-	1715	-
andok	0,087	-	17	25,18	-	-
njanssang	-	-	0,13	-	-	-
kola	0,025	-	0,55	-	-	-
essok et onye	-	-	17,24	-	-	-

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

Estimation du nombre des exportateurs impliqués sur le marché régional et international des PFNL alimentaires

Pays	Marché régional	Marché international
Cameroun	32	50
Congo	Non Disponible	8
Gabon	1	Inexistant
RDC	Non Disponible	15

Importateurs des PFNL à Paris

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

- ### Les problèmes et les contraintes
- La marginalisation du secteur privé opérant dans les PFNL alimentaires
 - Le manque d'application des textes de la CEEAC et de la CEMAC
 - L'absence des statistiques et d'informations à usage commercial disponibles dans les services du commerce extérieur, les chambres de commerce et les services économiques des Ambassades
 - La marginalisation et le déficit de médiatisation du commerce régional et international des PFNL et des aliments traditionnels au profit d'autres secteurs économiques
 - L'absence de formation académique spécialisée dans le commerce régional et international des PFNL et des aliments traditionnels en Afrique Centrale
 - L'absence d'une politique de recherche favorable au développement de l'exportation des PFNL
 - L'absence des politiques d'appui et de promotion
 - L'absence des infrastructures de communication et de commercialisation adaptée
- African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

Les potentialités pour développer l'exportation des PFNL en Afrique Centrale

- L'existence d'une large gamme des PFNL alimentaires ainsi que les mets traditionnels auxquels ils sont associés
- La disponibilité des résultats sur la domestication participative développée par l'ICRAF
- L'existence d'un système traditionnel et dynamique du commerce régional et international des PFNL alimentaires de l'Afrique Centrale
- L'existence d'un marché de masse et de niche dynamique en Afrique et en Occident
- L'application future des lois de la CEEAC et de la CEMAC
- La croissance démographique dans la sous région et dans les pays voisins
- La disponibilité à l'ICRAF des résultats sur le marketing des plants améliorés, des PFNL alimentaires et des aliments traditionnels
- Le développement par l'ICRAF des liens entre la recherche et le secteur privé ainsi que d'autres partenaires : Ecole de commerce, Ministère du commerce extérieur, le Salon Européen des Aliments ethniques, la soirée de la gastronomie camerounaise, les services phytosanitaires, Ministères des PME, etc.)

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

Recommandations

Recommandations générales

Que la FAO, en collaboration avec tous les acteurs de la région intéressés par l'exportation, étudie la possibilité de lancer un projet d'appui et de promotion de l'exportation des PFNL et des aliments traditionnels de l'Afrique Centrale

Recommandations spécifiques pour le projet

✓ Que le projet lance ou rassemble et vulgarise les études de marché de *safou*, de *landok* et de *fumbua* ou *okok* réalisées dans certaines grandes villes de l'Afrique centrale ainsi que dans celles du Nigeria et de l'Angola où ces trois PFNL sont actuellement consommés

✓ Que le projet lance une étude approfondie sur l'audit des services actuels de contrôle phytosanitaire et de collecte des statistiques des PFNL exportés en Afrique centrale

✓ Que le projet fasse sa promotion et recense les exportateurs / les importateurs des PFNL et des aliments traditionnels de l'Afrique Centrale pour s'approcher d'avantage du secteur privé spécialisé

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

CONCLUSION

L'étude vient de révéler :

- ✓ L'existence d'un système du commerce régional, transfrontalier et international né spontanément, souffrant d'un déficit de promotion et d'appui dans chaque pays et au niveau de la sous région
- ✓ L'existence des contraintes défavorables au développement du commerce régional et international des PFNL en Afrique Centrale
- ✓ L'existence de nombreuses opportunités faciles à exploiter pour le développement du commerce international et régional des PFNL
- ✓ L'urgence de combler des lacunes sur le secteur privé impliqué dans l'exportation et la diffusion des informations utiles aux exportateurs
- ✓ L'urgence d'appliquer les textes de la CEEAC et de la CEMAC
- ✓ L'urgence de lancer une promotion de grande envergure pour justifier la construction des infrastructures de communication et de commercialisation adaptées

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

MERCI

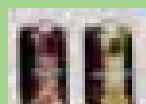
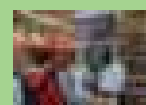
GRACIAS

OBRIGADO

THANK YOU

NA TONDI BINO MINGI

ASHANTE SANA



African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

African Humid Tropics Regional Programme – World Agroforestry Centre

CADRE LEGAL REGLEMENTAIRE REGISSANT L'UTILISATION DES PFNL EN AFRIQUE CENTRALE

Michel Bonannée, Consultant Régional
« Atelier de planification, Etat de lieux des produits forestiers non ligneux en Afrique centrale »
Kribi (Cameroun), 25-27 Juin 2006

PRESENTATION GENERALE

- Résumé analytique
- Méthodologie de l'Etude
- Situation actuelle
- Synthèse des législations forestières en vigueur
- Importance des PFNL
- Terminologie
- Cadre juridique
- Cadre institutionnel
- Amélioration du processus de mise en oeuvre

RESUME ANALYTHIQUE

- **Pays de l'Afrique Centrale concernés: Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, RCA, RDC.**
- **Une vue d'ensemble des tendances qui apparaissent dans le secteur forestier en Afrique centrale, dans le contexte de l'étude sur le cadre législatif et réglementaire régissant l'utilisation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL).**
- **Le Cadre juridique, institutionnel et réglementaire visant l'exploitation et la gestion de ces différentes ressources.**
- **Prise en compte des objectifs du DRSP dans les politiques nationales caractérisé par :**
 - une existence globale de codes forestiers au niveau de tous les pays,
 - la prise en compte des PFNL sous un angle produit de cueillette et de ramassage,
 - la propriété et la gestion des ressources naturelles qui est du ressort de l'Etat,
 - la reconnaissance du droit coutumier d'usage et l'acceptation en droit écrit,
 - un cadre institutionnel relevant du Ministère des Forêts, de l'Economie forestière ou de l'environnement,
 - des terminologies adaptées au contexte de chaque pays.

METHODOLOGIE DE L'ETUDE

- une discussion préalable avec le Conseiller Technique sur les TDR;
- une tournée du Conseiller Technique dans les différents pays pour discuter avec chaque responsable ainsi que les administrations de tutelle s'occupant des forêts et des PFNL ;
- une consultation de la bibliographie: CIFOR, FOSA, FAO, ICRAF, Jenny Wong, Rapports Nationaux;
- un diagnostic national à travers les rapports nationaux des consultants de chaque pays ayant abouti à la formulation des résultats obtenus ;
- un résumé des rapports nationaux et une compilation des recherches documentaires permettant d'élaborer le présent rapport sous régional ;
- un partage des points de vue et des amendements et critiques objectives ayant élargi le cadre de discussion plus approfondie ;

SITUATION ACTUELLE

- Les grandes idées de la situation actuelle sur le cadre législatif et réglementaire remontent depuis le Sommet de Rio en 1992 où nombreux pays ont pris conscience des enjeux environnementaux, de la gestion durable et de la conservation des écosystèmes forestiers. Il s'en est suivi d'autres grands événements avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et le Sommet de Johannesburg en 2002.
- Il est important de rappeler le rôle important joué par les Chefs d'Etat de l'Afrique centrale qui se sont réunis à Yaoundé en 1999 et qui pris des engagements pour une utilisation et une conservation durable des écosystèmes forestiers en Afrique centrale à travers la déclaration dite « Déclaration de Yaoundé » et institution la Conférence des Ministres en charge des Forêts de l'Afrique centrale (COMIFAC).

SITUATION ACTUELLE (suite)

- **Résumé de la situation actuelle de la foresterie en Afrique centrale comme suit :**
 - les superficies des forêts sous aménagement dans le Bassin du Congo prend de l'importance pour un développement économique et social,
 - les produits forestiers non ligneux n'ont pas fait la préoccupation des décideurs et classés pour compte malgré leur contribution non négligeable à l'économie nationale des pays du Bassin du Congo.
 - le cadre juridique et institutionnel repose plus essentiellement sur les aménagements et l'exploitation du bois d'œuvre et la taxation forestière,
 - le niveau du marché des PFNL évolue dans une filière relevant de informel avec une taxation fixée selon le consommateur,
 - la plupart des produits forestiers non ligneux sont récoltés par le secteur informel, le plus souvent dans les terres boisées et les forêts naturelles. De ce fait, très peu d'efforts sont faits pour les gérer de manière durable,
 - l'augmentation de la consommation de viande de brousse comme complément additionnel en protéines pour les communautés locales.
 - une fiscalité relativement faible sans valeur ajoutée ne facilitant pas une commercialisation soutenable des PFNL,
 - une faible implication des communautés locales à la gestion durable des PFNL et la prise de décision

SYNTHESE DES LEGISLATIONS FORESTIERES EN VIGUEUR

- a- L'organisation du territoire forestier : tous les codes qui régissent l'ensemble des forêts sont structurés de la même manière.
 - - le Domaine forestier permanent,
 - - le Domaine forestier non permanent,
- b- L'organisation foncière : l'ensemble des pays possède du code foncier relativement très ancien calqué sur la colonisation.
- c- La reconnaissance du droit coutumier d'usage : prélèvements autorisés (produits de cueillette, plantes médicinales, ramassages de chenilles, exploitation de plantes à vertus aphrodisiaques,
- d- La détermination de la notion de l'aménagement et de la durabilité : les législations actuelles en vigueur mettent l'accent sur l'exploitation et l'aménagement durable des forêts pour la production du bois destinés à l'exportation. Elles ne mettent pas de poids sur la biodiversité et sur les aspects de Produits autres que le bois, ce qui affaiblit négativement l'utilisation des PFNL.
- e- La contribution du secteur forestier à l'économie : ces principes sont apparus dans les textes législatifs au Cameroun, au Congo, au Gabon, en Guinée Equatoriale et en RCA.

103

IMPORTANCE DES PFNL

- **Les produits forestiers non ligneux** jouent un rôle significatif dans la lutte contre la pauvreté, l'existence des communautés locales en leur fournissant de la nourriture et un revenu: *champignons* (Congo), l'écorce de *Prunus africanus* (Cameroun, Guinée Equatoriale), le *Rauvolfia vomitoria*, *Pipiper guinesse* (RCA), les feuilles de *Koko*, *Marantacées* (RCA, Gabon, Congo), le *Rotin* (Congo, RDC, Gabon, RCA)
- **Les plantes médicinales** récoltées dans les forêts sont également utilisées dans la pharmacopée traditionnelle.
- **La viande de brousse** donne une idée nette de la contribution de la filière à l'économie rurale et aux moyens d'existence des communautés locales.
- La consommation de la majorité des PFNL est en hausse, essentiellement parce qu'ils sont disponibles à bas prix.
- Ils deviennent un élément important de stratégie de subsistance des communautés rurales, compte tenu en particulier des faibles taux de croissance économique et de l'irrégularité de la production agricole.

FAO, Forests and Forestry 104

TERMINOLOGIE

- Fruits et produits de la forêt naturelle
- Produits de cueillette
- Plantes alimentaires et médicinales
- Produits forestiers à usages pour l'artisanat
- Produits Forestiers Non Madérable (PFNM) Guinée Equat.
- Typologie sous régionale
 - Feuilles
 - Fruits/Epices
 - Ecorces
 - Sève élaborée
 - Graines/Oléagineux
 - Chenilles
 - Rotins

FAO, Forests and Forestry

105

CADRE JURIDIQUE

- **Domaine forestier**
 - Code Forestier
 - Décrets d'application
- **Domaine foncier**
 - Code domanial national
- **Domaine de la faune**
 - Code de la faune et de la chasse
 - Ordonnance réglementant le commerce de viande
- **Domaine halieutique**
 - Code de l'eau et de la pêche

FAO, Forests and Forestry 106

suite

- **Règles et modes traditionnelles**
 - Respect de la période d'exploitation de certaines ressources (période de cueillette)
 - Interdiction d'abattage ou d'arrachage des arbres à usage médicinal
 - Utilisation du feu par les populations
- **Récolte et commercialisation**
 - Utilisation domestique
 - Utilisation commerciale
 - Utilisation médicinale

FAO, Forests and Forestry

107

suite

- **Taxation et Fiscalité**
 - Collecte des produits
 - Quantification et déclaration aux autorités
 - Évaluation de la facturation
 - Délivrance du certificat phytosanitaire
 - Droit de marché
 - Certificat d'origine

FAO, Forests and Forestry 108

CADRE INSTITUTIONNEL

- **Ministère en charge des Forêts et de la Faune**
 - Direction Générale des Forêts
 - Direction des forêts (Service des PFNL)
- **Autres acteurs**
 - Communes
 - Agriculture et Elevage
 - Santé
 - Commerce
- **ONGs, Universités, Institutions de financement, Institutions de Recherche-Développement**

AMELIORATION DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DU CADRE LEGAL

- L'étude a révélé les points suivants:
- **Contraintes juridiques**
 - Opérationnalisation des textes juridiques
 - Droits coutumiers
 - Clarification d'accès à la ressources
 - Clarification sur la fiscalité et la taxation sur les PFNL
- **Contraintes institutionnelles**
 - Dualisme entre les institutions
 - Manque de statistique sur les PFNL
 - Notion de propriété et de droit d'usage, Foncier
 - Accès à la ressource

- **JE VOUS REMERCIE**



Articulation sur les politiques des PFNL

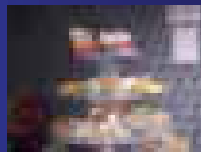
1. Comment les diverses politiques influencent-elles les PFNL?
2. Pourquoi les interventions politiques sur les PFNL?
3. Quelles sont ces interventions politiques?
 - sur le plan national
 - sur le plan régional
 - sur le plan international

FAO, Forests and Forestry

Articulation sur les politiques des PFNL (suite.....)

4. Quels sont les institutions d'application de ces politiques et leurs impacts sur:

- Les PFNL
- Leur développement
- Leur valorisation,
- Leur contribution à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté.



FAO, Forests and Forestry

Objectifs

- Rassembler des données exploratoires visant à construire une image rudimentaire des politiques nationales, régionales et internationales qui affectent les PFNL comestibles provenant des forêts et des systèmes agroforestiers,
- Analyser les structures institutionnelles qui les influencent (ministères, organisations autonomes, société civile etc.).

FAO, Forests and Forestry

Comment les diverses politiques influencent-elles les PFNL?

- Dans les pays de l'Afrique Centrale, il n'existe pas de règles et des politiques spécifiques pour les PFNL
 - Les politiques influençant les PFNL se traduisent à travers les politiques forestières, commerciales, et financières
- Pour les PFNL Comestibles,
- C'est aussi à travers les politiques agricoles, la sécurité alimentaire, les mesures phytosanitaire et sanitaire et de développement durable

FAO, Forests and Forestry

Pourquoi les interventions politiques sur les PFNL

Au niveau international c'est pour :

- La modération des climats et des écosystèmes mondiaux
- La conservation des espèces menacées d'extinction
- Et, l'entretien de la balance commerciale entre les pays

FAO, Forests and Forestry

Pourquoi les interventions politiques sur les PFNL

Au niveau régional c'est pour:

- meilleure gestion des ressources transfrontalières, dont la forêt,
- maintien d'un bénéfice mutuel et équitable des ressources forestières entre les pays,
- protection du patrimoine national
- maintien de la paix régionale

FAO, Forests and Forestry

Pourquoi les interventions politiques sur les PFNL

Au niveau national c'est pour:

- Assurer la sécurité alimentaire
- Améliorer la source de revenu pour les populations riveraines
- Protéger la biodiversité, les espèces endémiques et la gestion durable des ressources forestières
- Gestion mutuelle et partage équitable des bénéfices forestiers
- Lutter contre la pauvreté et assurer le développement durable.
- Protection du patrimoine national.

FAO, Forests and Forestry

Quelles sont ces interventions politiques sur le plan National?

C'est à travers les plans d'action et les mesures relatives au:

- Développement des systèmes agroforestiers pour assurer et augmenter la production agricole et d'élevage
- Promotion de la bonne gouvernance à travers les multiples programmes de gestion participative et durable des ressources forestières
- Application des textes et des codes forestiers et environnementaux

FAO, Forests and Forestry

Quelles sont ces interventions politiques sur le plan National? (suite...)

- Mise en place des programmes sectoriels des forêts et d'environnement, et des plans forestiers nationaux divers
- Développement et formalisation des secteurs privés des PFNL y compris les mesures commerciales, la taxation, la fiscalité, l'industrie, et le transport.
- Renforcement des institutions et amélioration de la collaboration institutionnelle (interne/externe)

FAO, Forests and Forestry

Quelles sont ces interventions politiques sur le plan Régional?

Elles s'articulent autour des initiatives suivantes :

- COMIFAC et son plan de convergence
- Initiative PPTE et le DSRP des pays membres



FAO, Forests and Forestry

Plan de convergence de la COMIFAC

Plan	Axe stratégique
1- Harmonisation des politiques forestières et fiscales	<ul style="list-style-type: none"> · Mise en oeuvre des accords et conventions internationales · Mise en cohérence des politiques forestières · Harmonisation des fiscalités.
2- Connaissance de la ressource	<ul style="list-style-type: none"> · Inventaires des ressources forestières: bois - faune - PFNL/Plantes médicinales · Renforcement et/ou mise en place d'observatoires nationaux et régionaux ; · Installation du suivi géo-spatial des ressources forestières.

FAO, Forests and Forestry

Plan de convergence de la COMIFAC

Plan	Axe stratégique
3- Aménagement des écosystèmes et reboisement forestier	<ul style="list-style-type: none"> · Organisation du territoire forestier ; · Aménagement des concessions forestières et des aires protégées ; · Régénération et reboisement forestier ; · Lutte contre la désertification.
5-Valorisation durable des ressources forestières	<ul style="list-style-type: none"> · Valorisation économique des filières: bois, faune, PFNL, tourisme ; · Suivi de la gestion et de l'utilisation des ressources/contrôle ; · Certification forestière et traçabilité ; · Lutte contre l'exploitation illécite des ressources forestières et contre le braconnage.

FAO, Forests and Forestry

Plan de convergence de la COMIFAC

Plan	Axe stratégique
7- renforcement des capacités, participation des acteurs, information, formation	<ul style="list-style-type: none"> · Participation des acteurs / Forums ; · Implication des populations ; · Communication/information/sensibilisation · Formation académique, professionnelle et continue.
8- Recherche développement	<ul style="list-style-type: none"> · Programmes de recherche forestière ; · Valorisation des connaissances traditionnelles ;

FAO, Forests and Forestry

Plan de convergence de la COMIFAC

Plan	Axe stratégique
9- Développement des mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> · Fonds forestiers nationaux · Mécanismes de réduction de la dette - PPTE ; · Financements bilatéraux et multilatéraux.
10- Coopération et partenariats	<ul style="list-style-type: none"> · Coopération sous-régionale et développement de partenariats

FAO, Forests and Forestry

Quelles sont ces interventions politiques sur le plan régional? (suite...)

Les autres initiatives régionales sont:


- Le Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC)
- Le processus d'amélioration de la gouvernance et l'application des lois dans le secteur forestier en Afrique (AFLEG).
- Conférence sur les Ecosystèmes de Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale (CEFDHAC) .

FAO, Forests and Forestry

Quelles sont ces interventions politiques sur le plan International?

Elles s'articulent autour des objectifs du millénaire pour le développement. Les PFNL sont impliqués dans la réalisation de ces objectifs de plusieurs façons notamment:

- Les PFNL sont reconnus pour leur contribution à la sécurité alimentaire et leur apport en revenu. Ceci répond à l'objectif 1.
- La gestion durable des PFNL assure un environnement durable. C'est l'objectif 7.
- La gestion des PFNL attire une collaboration nationale, régionale et internationale. C'est l'objectif 8.



FAO, Forests and Forestry

Quelles sont ces interventions politiques sur le plan International? (Suite...)

Les autres initiatives au niveau international sont:

- La Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvages menacés d'extinction (CITES).
- Convention de l'UNESCO sur les biens culturels et naturels du patrimoine mondial
- Plan d'Action de l'Initiative Environnementale du NEPAD
- Convention sur la Diversité Biologique (CBD)
- Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMDD)

FAO, Forests and Forestry

Quels sont ces interventions politiques sur le plan International? (suite...)

Les autres initiatives au niveau international (suite.....)

- La Convention sur la lutte contre la désertification,
- La Certification
- La Convention Ramsar sur les zones humides,
- La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, Agenda 21.

FAO, Forests and Forestry

Cadre institutionnel

Les politiques influençant les PFNL apparaissent au niveau multi-institutionnelle dans les deux pays étudiés

La dénomination des ministères est relative au pays.

Les ministères potentiellement impliqués dépend de l'activité prévue.

FAO, Forests and Forestry

Perspectives et contraintes

Avec les initiatives internationales, régionales et nationales, il y a espoir pour le développement des secteurs des PFNL sur réserve de:

- Application des politiques et règles existante
- Bonne gouvernance
- Collaboration institutionnelle
- Définition et Reformulation des certaines politiques et règles spécifiques au PFNL

FAO, Forests and Forestry

Recommandations

- Développer des noms et codes commerciaux des PFNL dans la sous région et faire un condensé du cadre politique et réglementaire des PFNL (à résumer dans un livret).
- Développer et mettre en place un plan de collaboration nationale entre les différentes institutions qui mènent les activités relatives aux PFNL comestibles.
- Avec l'appui de la COMIFAC et autres structures régionale, développer et animer un réseau national et régional des PFNL à travers les projets de recherche et de valorisation.

FAO, Forests and Forestry

Conclusion

Les politiques des PFNL s'articule autour de trois plans:

- Sur le plan international c'est surtout pour la préservation de la nature
- Sur le plan régional c'est pour la préservation de patrimoine nationale et lutte contre la pauvreté
- Sur le plan national c'est pour l'amélioration des conditions de vie et développement durable.

FAO, Forests and Forestry

FIN FIN FIN!!!!!!

MERCI POUR VOTRE

ATTENTION ET VOS

COMMENTAIRES?????????

FAO, Forests and Forestry

IMPACT DE L'EXPLOITATION FORESTIERE SUR LA DISPONIBILITE DES PRODUITS FORESTIERS NON-LIGNEUX DANS LE BASSIN DU CONGO

Par
Ouseynou Ndoye et Julius Chupezi Tieguhong

CIFOR Cameroun

FAO, Forests and Forestry

139

PROBLEMES

- Exploitation forestière de plus en plus reconnue comme forme importante d'utilisation des terres
- 36 % des (137 millions d'hectares) forêts du Bassin du Congo sont sous concessions forestières
- Forte pression pour augmenter les superficies sous concessions forestières

FAO, Forests and Forestry

140

PROBLEMES (cont)

- Progrès dans l'attribution des concessions forestières et élaboration des plans d'aménagement
- Mais **PFNL** ayant une valeur importante pour les populations pas toujours tenus en compte

FAO, Forests and Forestry

141

OBJECTIFS ETUDE

- Faire une revue de la loi en terme d'obligations des exploitants forestiers à protéger les PFNL dans leurs concessions et l'accès par les communautés pour leurs besoins de subsistance et/ou commerciaux
- Evaluer l'impact de l'exploitation du bois-d'oeuvre sur la disponibilité des PFNL

FAO, Forests and Forestry

142

OBJECTIFS ETUDE (CONT.)

- Identifier les conflits sociaux, économiques et environnementaux liées à la gestion des forêts pour l'exploitation du bois d'oeuvre et la collecte des PFNL dans les mêmes endroits
- Faire des recommandations sur les possibilités d'intégrer les PFNL dans les plans d'aménagement
- Faire des recommandations pour des activités à entreprendre dans le futur

143

RESULTATS

FAO, Forests and Forestry

144

POLITIQUE FORESTIERE ET PFNL AU CAMEROUN

- Importance des PFNL reconnue dans la loi
- Plans d'aménagement et cahiers de charge reconnaissent importance des PFNL
- Exploitants forestiers reconnaissent le droit d'usage des populations riveraines (cahiers des charges)
- Inventaires multi-ressource pas exigés
- Pas de réglementation sur l'exploitation des essences qui produisent bois d'œuvre et PFNL

FAO, Forests and Forestry

145

POLITIQUE FORESTIERE ET PFNL EN RCA

- Droits d'usage reconnus par la loi
- Mais pas mentionné dans le cahier des charges (Cas compagnie forestière de Bayanga)
- Inventaires multi-ressources pas exigés
- Pas de réglementation sur l'exploitation des essences qui produisent bois d'œuvre et PFNL

FAO, Forests and Forestry

146

IMPORTANCE DES PFNLs POUR LES POPULATIONS: Cameroun

- **18 PFNL** collectés par les populations riveraines: **11%** pour les besoins de subsistance uniquement; **72%** pour la consommation et la vente; **17%** pour construction et autres usages;
- **18 animaux sauvages** chassés par les populations pour la consommation et la vente;

FAO, Forests and Forestry

147

IMPORTANCE DES PFNLs POUR LES POPULATIONS: RCA

- **31 PFNL** collectés par les populations riveraines: **22%** pour les besoins de subsistance uniquement; **68%** pour la consommation et la vente; **10%** pour construction et d'autres usages;
- **32 animaux sauvages** chassés par les populations pour la consommation et la vente;

FAO, Forests and Forestry

148

INTERFACE BOIS/PFNL DANS LES CONCESSIONS FORESTIERES

- **Cameroun:** sur 7 essences exploitées, 6 (86%) produisent des PFNL pour les populations;
- **CAR:** sur 14 essences exploitées, 14 (93%) produisent des PFNL pour les populations;

FAO, Forests and Forestry

149

IMPACT DE L'EXPLOITATION FORESTIERE SUR LA DISPONIBILITE DES PFNL

- Réduction de la densité et du nombre d'essences pourvoyeuses de PFNL
- Diminution de la quantité de chenilles, plantes médicinales pour les populations
- Exploitation forestière rend difficile l'accès aux champignons et aux escargots
- Réduction du nombre d'animaux capturés dans la forêt (94 % Zega, Cameroun; 78 % Bayanga, RCA)

FAO, Forests and Forestry

150

IMPACT DE L'EXPLOITATION FORESTIERE SUR LA DISPONIBILITE DES PFNL

(Cont.)

- Exploitation forestière facilite l'accès à la forêt et augmente le braconnage
- Exploitation forestière perturbe le cycle de reproduction des animaux sauvages
- Création de nouveaux marchés et augmentation de la demande des PFNL a eu des effets négatifs sur la pression de la ressource

151

IMPACT DE L'EXPLOITATION FORESTIERE SUR LA DISPONIBILITE DES PFNL

(Cont.)

- Bois exploité (la plupart des essences fournissant les PFNL) est laissé sur place (eg. RCA)
- Exploitation forestière facilite la croissance de certaines espèces (*Ricinodendron heudelotii*; *Gnetum spp*). Plusieurs essences de *Ricinodendron* sont détruites au cours de l'exploitation forestière

152

DIFFERENCE ENTRE LA POLITIQUE FORESTIERE DU CAMEROUN ET LA RCA

Variables	Caméroun	RCA
1. Responsabilité pour élaboration plan d'aménagement	Exploitant	Gouvernement
2. Forêts communautaires	Oui	Non
3. Forêts communales	Oui	Non
4. Décentralisation fiscale	Oui	Non
5. Tailles des concessions	200000 Ha	Illimité
6. Droits d'usage pour PFNL inscrit dans cahiers de charge	Oui, mais doit être renforcé	Pas clair
7. Allocation des concessions	Auction	Auction
8. Responsabilité sociale	Oui	Oui
9. Date création loi forestière	1994	2000
10. Durée des concessions forestières	15 ans renouvelable	Durée de vie de la compagnie

FAD, Forests and Forestry

153

RECOMMANDATIONS POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES PFNL

- Création de plateformes pour permettre aux communautés riveraines de s'exprimer et de trouver des solutions sur la disponibilité et l'accès des PFNL dans les concessions forestières
- L'administration, les compagnies forestières, et les populations riveraines doivent de commun accord élaborer des cahiers de charge qui tiennent compte clairement des PFNL et que cela soit respecté par toutes les parties prenantes.

FAD, Forests and Forestry

154

RECOMMANDATIONS POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES PFNL (Cont)

- Inclure les PFNL dans les plans d'aménagement. Cela devrait être une conditionnalité pour la certification des concessions forestières dans le Bassin du Congo
- Les essences forestières qui fournissent le bois et les PFNL doivent faire l'objet d'un inventaire systématique dont le résultat devrait permettre d'allouer une partie aux exploitants forestiers et le reste aux populations riveraines

FAD, Forests and Forestry

155

RECOMMANDATIONS POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES PFNL (Cont)

- Les compagnies forestières pourraient être compensées (eg. réduction des taxes) pour laisser une partie des essences qui fournissent à la fois le bois-d'œuvre et les PFNL
- Développer des activités alternatives pour les populations riveraines comme par exemple, les petites entreprises forestières basées sur les PFNL

FAD, Forests and Forestry

156

RECOMMANDATIONS POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES PFNL (Cont)

- Pour réduire les conflits entre les différents partenaires, il est nécessaire d'inclure les ONGs dans les stratégies d'éducation et de dissémination de l'information sur les droits des populations riveraines et les droits des autres acteurs impliqués dans la gestion des forêts
- Le suivi des activités des compagnies forestières doit être renforcé en octroyant des moyens financiers et humains à l'administration forestière

FAO, Forests and Forestry

157

RECOMMANDATIONS POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES PFNL (Cont)

- Améliorer la gouvernance forestière pour diminuer l'exploitation illégale qui a une incidence plus négative sur la disponibilité des PFNL
- Les différences significatives dans les politiques forestières des pays du Bassin du Congo doivent être corrigées pour faciliter l'harmonisation des politiques dans la sous région

FAO, Forests and Forestry

158

RECOMMANDATIONS POUR ACTIVITES A ENTREPRENDRE

- Mener d'autres études de cas dans tous les pays du Bassin du Congo pour mieux comprendre les différences dans les politiques forestières et les pratiques liées à la gestion des concessions forestières et la disponibilité des PFNL
- Des inventaires multi-ressources doivent être effectués dans le Bassin du Congo pour mieux appréhender les quantités de PFNL disponibles dans les forêts

FAO, Forests and Forestry

159



FAO, Forests and Forestry

161

FAO, Forests and Forestry

162

Perspectives de la certification des PFNL en Afrique centrale

Par:
Dr. Marie MBOLO, Chargée de Cours
Université de Yaoundé I, Faculté des Sciences
Département de BPV, B.P. 812 Yaoundé
Tél: +237 230 43 57 (bureau) +237 771 09 61 (mobile)
e-mail: moagody@yahoo.com

PLAN

- Contexte
- Etat des lieux de la certification des PFNL en AC
- Potentialités et contraintes majeures relatives à la certification des PFNL
- PFNL éligibles à la certification
- Potentialités et contraintes spécifiques à la certification des PFNL identifiés
- Certification des PFNL et autres instruments politiques et institutionnels influençant le commerce des PFNL en Afrique Centrale
- Perspectives de la certification des PFNL en Afrique Centrale
- Conclusion
- Remerciements

Contexte 1/2

- Demande plus en plus croissante des marchés extérieurs (Europe, Amérique et même Asie), certains PFNL de la sous-région font déjà l'objet d'un commerce international intense (Mulliken, 1995; Sunderland, 1998; Tabuna, 2000; CARPE, 2001; Lesly and Brown, 2001; Mbolu, 2002; Ngonu & Ndoye, 2004).
- Croissance du commerce international des PFNL pose 2 problèmes:
 - durabilité du potentiel;
 - bénéfiques au producteurs.

Contexte 2/2

- Certification: procédure par laquelle une tierce partie donne une assurance/label commercial écrit attestant qu'un produit, un processus ou un service est conforme à des normes spécifiques sur la base d'un audit conduit suivant des procédures agréées (Bass et al., 2001)
- peut contribuer à une gestion:
 - économiquement viable;
 - socialement bénéfique et
 - environnementalement appropriée des PFNL en AC

Etat des lieux de la certification des PFNL en Afrique centrale 1/2

- Types de certifications applicables aux PFNL
 - La certification de l'origine
 - La certification organique
 - La certification de qualité.
 - La certification sociale
 - La certification de la gestion forestière :
 - La certification de la traçabilité du produit

Etat des lieux de la certification des PFNL en Afrique centrale 2/2

- En Afrique, à ce jour, on a assisté (Walter, 2003 ; FSC, 2002 ; Mbolu, 2006) à:
 - la certification sociale de *Vitellaria paradoxa* au Ghana,
 - la certification organique de *Harpagophytum* sp. en Namibie et
 - la certification FSC de gestion forestière durable et de traçabilité des sculptures de bois au Kenya.

Critères d'éligibilité d'un PFNL à la certification

- Accès aux marchés internationaux
- Commercialisation et valeur ajoutée
- Collecte organisée dans une filière bien structurée
- Maîtrise de la production
- Haute Valeur de Conservation (HVC)

PFNL éligibles à la certification

- Feuilles de *Gnetum* spp. et de Marantacées ;
- Ecorces diverses comme celles de *Amickia Clorantha*, *Garcinia cola*, *Prunus africana* et *Pausinystalia yohimbe* ;
- Fruits, graines et amandes divers entre autres ceux de *Irvingia gabonensis* et *Ricinodendron heudelottii* ;
- Encens, résines et exsudats divers: encens de *Canarium schweinfurthii* et la gomme arabique ;
- Huile des amandes à l'exemple de huile des amandes de *Allanblackia* spp, *Baillonella toxisperma* et *Vitellaria paradoxa* ;
- Perroquets (*Psittacus erithacus*), escargots et autres mollusques.
- Trophées de nombreuses espèces animales.

Potentialités

- HVC: Pour les peuples de l'Afrique Centrale, tous les PFNL, du fait qu'ils contribuent à leur subsistance et peuvent leur apporter des revenus, représentent des HVC.
- Existence de marchés internationaux demandeurs et consommateurs: agroalimentaires, aliments biologiques, industries pharmaceutiques, industries automobiles et autres.

Contraintes

- Non maîtrise du potentiel disponible.
- Commercialisation informelle
- Manque de connaissances sur les cycles de production des différents produits
- Définition des types et normes de certification
- Marchés « verts » de PFNL encore en nombre très limités

Certification et autres instruments politiques et institutionnels influençant le commerce des PFNL en AC 1/2

- Constat: développement tardif de la certification en AC, pourquoi?
 - publicité négative sur la certification et les institutions responsables.
 - public mal informé, voir désinformé sur la certification. Jusqu'à très récemment, la certification n'avait jamais été présentée comme un outil de promotion de la gestion durable des forêts africaines ;
 - organismes de certification ignorent les conditions écologiques, économiques, sociales et politiques qui caractérisent la gestion forestière en Afrique;
 - coûts élevés du processus certification: manque d'infrastructures routières et absence d'organisme de certification africains.

Certification et autres instruments politiques et institutionnels influençant le commerce des PFNL en AC 2/2

- Instruments Politiques:
 - Nouveaux codes forestiers;
 - Processus FLEGT et AFLEG;
 - Objectif 2000 de l'OIBT
- Cadres institutionnels:
 - COMIFAC, CEFDHAC, OIBT, OAB, PFBC.

Perspectives de la certification des PFNL en Afrique Centrale

- Certification sociale: perroquets pour garantir que les bénéfices tirés du commerce de ces oiseaux parviennent effectivement aux chasseurs en milieu rural
- Certification de qualité: PFNL tels que les gommés, les résines ou les plantes médicinales + qqs indicateurs sociaux et environnementaux
- Certification organique: escargots et autres mollusques en y incluant toutefois quelques critères de récolte durable.
- Certification HVC: trophées de diverses espèces animales

Perspectives de la certification des PFNL en Afrique Centrale

- Certification de la gestion forestière plus appropriée pour tous les PFNL en AC: standards prennent en compte les aspects économique, social et environnemental de la gestion forestière durable répondant ainsi aux préoccupations de toutes les parties prenantes à la gestion des ressources forestières:
 - Etats, propriétaires des forêts: leurs lois et réglementations respectées, appliquées sur le terrain et le contrôle assuré par une tierce partie, puis ils gagnent du crédit au niveau international pour leurs efforts de conservation et de gestion durable ;
 - Travailleurs forestiers, communautés locales et peuples autochtones: leurs droits sont mieux respectés ;
 - ONG environnementales: assurées que la gestion forestière devient de plus en plus responsable en respectant les normes environnementales ;
 - Exploitants de PFNL : écoulent leurs produits auprès des marchés sensibles avec une valeur ajoutée certaine et gagnent en crédibilité pour leurs efforts de gestion durable.

Perspectives de la certification des PFNL en Afrique Centrale

- Certification de la traçabilité du produit : opérateurs économiques autorisés à collecter des PFNL dans les Unités de gestion forestière.

Conclusion

- Contexte actuel, instruments politiques et cadres institutionnels visent la gestion durable des forêts et des ressources forestières: certifications de gestion forestière et de traçabilité, prises ensembles ou associées, conviendraient le mieux au cas spécifique des PFNL en AC.
- Certification de bonne gestion forestière: différentes unités de gestion forestière (UFA, PFA, PEF, FC).
- Certification de traçabilité: PFNL.
- Gestionnaire de la forêt supporte les coûts liés à la certification de la bonne gestion, l'exploitant des PFNL supporte ceux liés à l'évaluation de la traçabilité des ses produits.
- Objectif final atteint : le consommateur est sûr de la provenance du PFNL et surtout du fait que le système de gestion de ce dernier respecte les prescriptions légales et réglementaires, les normes sociales, environnementales et économiques de gestion durable des ressources forestières.
- Perroquets: certifications organique et sociale,
- Certification de qualité et modes de récolte: escargots et autres mollusques;
- Trophées: HVC

Remerciements

- Coopération allemande et la FAO dans le cadre de la mise en œuvre du projet GCP/RAF/398/GER « Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux » du Programme Régulier de la FAO « Promotion et développement des produits forestiers non ligneux ».

Je vous remercie

Ateliers régionaux sur l'état des lieux des PFNL en Afrique Centrale

Atelier de planification
de Kribi Cameroun
25-27 juin 2006

Le secteur PFNL au Cameroun (Plan de l'exposé)

- L'importance du secteur PFNL au niveau national
- Opportunités et contraintes majeures qui influencent le développement du secteur PFNL dans le pays
- Priorités gouvernementales et actions clés du gouvernement et des partenaires (ONG, recherche...) pour développer le secteur PFNL dans le pays
- Actions prioritaires nécessaires pour développer le secteur
- Conclusions

FAO, Forests and Forestry

182

1- L'importance du secteur PFNL au niveau national

1.1- Les potentialités

- Ressources abondantes et variées
- Connaissances insuffisantes sur les potentialités

1.2- Les usages

- L'alimentation
- La pharmacopée traditionnelle et la médecine moderne
- La cosmétique
- La construction et l'ameublement
- L'artisanat et la décoration
- La culture (rites)

1.3- La contribution à l'économie nationale

- Niveau des ménages (sécurité alimentaire, amélioration de la santé, amélioration de l'habitat, sources de revenus...)
- Niveau du budget de l'état (recettes liées à l'exportation)

FAO, Forests and Forestry

183

2- Opportunités et contraintes majeures

2.1- Opportunités

- Ressources abondantes et variées dans toutes les zones écologiques
- L'utilité des PFNL est facilement perceptible
- Regain d'intérêt par de nombreux partenaires au développement
- La société civile commence à se mobiliser pour la valorisation des PFNL
- Existences de nombreuses expériences pilotes dans le domaine de la gestion durable des PFNL
- Prises en compte des PFNL dans le PSFE

2.2- Contraintes

- Environnement institutionnel et juridique peu adapté (absence d'une politique spécifique, cadre légale et réglementaire inadéquat, cadre fiscal peu attractif, faibles capacités de pilotage de l'administration...)
- Filières insuffisamment organisées (conditions d'accès aux ressources inadéquates, maîtrise des ressources insuffisante, faible valorisation, vulgarisation des expériences pilotes, faibles capacités des acteurs, niveau d'organisation des acteurs insuffisant...)

FAO, Forests and Forestry

184

3- Priorités et actions clés du gouvernement et des partenaires (ONG, recherche...)

3.1- Priorités et actions clés du gouvernement

- Amélioration du cadre légale et réglementaire
- La maîtrise de la ressource
- Développement d'une fiscalité spécifique
- Développement des filières porteuses

3.2- Actions clés des acteurs

- Promotion de la gestion durable des ressources
- Appui à valorisation des ressources
- Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs
- Appui institutionnel à l'administration

185

4- Actions prioritaires nécessaires pour développer le secteur

- Développement d'une politique spécifique assortie d'instruments juridiques adéquats
- Développer des actions de lobbying en faveur de la mise en place d'une structure administrative plus apte à assurer le pilotage de toutes les interventions dans le sous-secteur PFNL
- Mise en place d'un réseau de communication et de coopération des acteurs
- Encourager le regroupement des pays exportateurs
- Faciliter l'émergence d'un processus de certification des PFNL

FAO, Forests and Forestry

186

Conclusions

- Il est actuellement reconnu sans équivoque que le sous-secteur PFNL est porteurs de grands espoirs au Cameroun
- Toutefois, cette prise de conscience demeure sans impact réel, dans la mesure où les différentes réformes incontournables ne sont pas réalisées
- Il apparaît donc urgent de concrétiser les mesures ci-dessus préconisées en vue d'améliorer la contribution du sous-secteur PFNL à la lutte contre la pauvreté
- La réalisation de ces actions suppose que des moyens adéquats soient mobilisés pour les besoins de la cause

MERCI DE VOTRE ATTENTION

Secteur des Produits Forestiers Non Ligneux au Gabon

Par Nathalie NYARE ESSIMA

Importance des PFNL au Gabon

- Contribution à l'alimentation:
 - *Gnetum africanum* (nkumu), *Raphia laurentii* (palmier raphia), *Iringia gabonensis* (odika)...
- Usage culturel, artisanal:
 - *Megaphrinium macrostachyum* (feuille d'emballage), *Calamus deeratus*, *Eremospatha* (rotin)...
- Usage médicinal:
 - *Cola nitida* (cola), *Enantia chloranta* (moamba jaune)...
- Contribution aux revenus des populations.

FAO, Forests and Forestry

194

Opportunités pour le développement du secteur

- Révision de la politique forestière (loi, textes, décrets, ordonnances, normes, GTN, etc.);
- Processus d'aménagement forestier durable;
- Diversification de l'économie:
 - accroître les revenus hors pétrole;
 - Lutter contre la pauvreté (DRSP);
 - Faire entrer les devises étrangères.
- Débouchés au niveau national et international (pharmacie).

FAO, Forests and Forestry

195

Contraintes au développement du secteur

- Méconnaissance qualitative et quantitative des PFNL;
- Manque de maîtrise du circuit de commercialisation;
- Absence d'une structure de gestion;
- Insuffisance des textes juridiques;
- Non valorisation des PFNL (produits mineurs);
- Absence d'une politique de gestion durable.

FAO, Forests and Forestry

196

Politique gouvernementale pour le développement du secteur

- Lettre de politique générale:
 - Secteur Environnement: Accroître la valorisation des biens et services environnementaux
 - Stratégie: identifier les domaines économiquement rentables.
- Plan d'action 2006-2008 de la DGEF:
 - Amélioration de la contribution du secteur forêt au PIB
 - Activité: Assurer la promotion des produits forestiers autres que le bois d'œuvre.

FAO, Forests and Forestry

197

Actions des partenaires pour le développement du secteur

- Mise en œuvre du Plan de Convergence de la COMIFAC
 - Axe stratégique 5: Valorisation durable des ressources forestières
 - Composante 5.1: Valorisation économique des filières bois – faune – PFNL – tourisme
 - 5.1.2.2: Filière bois: développer un marché régional et sous-régional du bois et autres produits forestiers;
 - 5.1.4.1: Filière PFNL: organiser des filières des différents PFNL;
 - 5.1.4.2: Filière PFNL: mettre en place des stratégies adaptées de développement des filières PFNL majeures.

FAO, Forests and Forestry

198

Actions prioritaires nécessaires

- Mettre en place une structure de gestion;
- Définir le cadre réglementaire de gestion;
- Élaborer des partenariats avec les autres institutions devant être impliquées dans le secteur;
- Pour les PFNL connus, diversifier les débouchés;
- Favoriser la recherche scientifique pour la promotion de PFNL moins connus.

Conclusion

- Importance indéniable pour le Gabon;
- Quelques opportunités mais avec des contraintes majeures;
- Faible politique gouvernementale et faible implication des partenaires;
- Nécessité de réaliser des actions prioritaires.

MERCI



Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

■ Schema de presentation

- 1. Importance du secteur PFNL en Guinée Equatoriale
- 2. Opportunités et contraintes majeurs
- 3. Priorités gouvernementales et actions clés
- 4. Actions prioritaires nécessaires pour développer le secteur de PFNL
- Conclusions

Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

■ 1. Importance du secteur PFNL en Guinée Equatoriale

- Les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNLs), jouent un rôle significatif dans la subsistance de la majorité de la population guinéenne. Plus de 87 % de la population dépend de ces produits quotidiennement pour assurer son alimentation, veiller à sa santé, améliorer ses recettes économiques et pour le loisir.
- Certaines études (Sunderland, Obama, 1999; Obama, 2002) ont confirmé la contribution des PFNLs dans la réduction de la pauvreté et ont révélé son importance comme alternative de travail pour les couches sociales les plus vulnérables de la société (femmes, enfants et personnes âgées).
- Quant à la conservation de la biodiversité, les produits forestiers non ligneux dévoilent leur rôle important non seulement en termes d'utilisation matérielle, mais aussi d'un point de vue culturel et spirituel.

Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

■ 2. Opportunités et contraintes majeurs

■ A. Opportunités institutionnelles

- La création d'institut INDEFOR et sa capacité technique est une opportunité pour matérialiser les différents programmes liés au secteur de PFNL.
- Le Programme PESA
- Le contexte économique actuelle du pays, est une opportunité qui pourrait servir de base pour le financement des différentes activités concernant les PFNL.
- L'implication du pays dans différentes organisations d'intégration régionale (CEMAC, CEAC, COMIFAC, CEFDHAC, etc) est une opportunité qui peut améliorer le secteur du PFNL.

Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

■ B. Opportunités liées à la gestion et l'aménagement durable

- Les connaissances techniques sur la domestication des espèces fruitières et sur l'agroforesterie sont disponibles.
- Une demande de PFNL en augmentation dans milieu urbain.
- Les savoirs locaux ou savoirs traditionnels liés à l'exploitation durable de certains PFNL constitue une opportunité qui devrait être capitaliser

Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

■ C. Opportunités commerciales

- Le cadre régional sur le libération des transactions commerciales au sein de la CEMAC, est une opportunité pour améliorer le commerce de produits forestiers non ligneux.
- Le Programme PESA
- L'existence des marchés municipales et locales
- La déclaration de Mbam, et le protocole de la vallée de Ntem sur l'amélioration des systèmes de circulation des biens et services dans la région des trois frontières (entre Gabon, Guinée Equatoriale et Cameroun).
- Marche locale de PFNL en augmentation pour une demande forte de PFNL
- Les potentialités commerciales liées aux certains PFNL

Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

■ Contraintes majeures liées au secteur de PFNL

- Manque d'une reconnaissance officielle au niveau national de l'importance des PFNL
- Absence des stratégies gouvernementales de gestion, promotion et exploitation des PFNL
- Manque d'un cadre juridique qui favorise l'exploitation durable, la gestion et la promotion commerciales
- Manque des infrastructures de bases pour le commerce, transport et conservation des PFNL
- Absence des stratégies efficaces de promotion et développement de la communauté locales.

Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

- **Contraintes majeures liées au secteur de PFNL**
- Manque de financement durable aux institutions techniques et scientifiques impliqués dans la gestion de PFNL.
- Manque des mécanismes efficaces d'information et sensibilisation relative à l'importance des PFNL.
- Développement des mécanismes non durable d'exploitation de certains PFNL.

Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

■ 3. Priorités gouvernementales

- Il est prioritaire l'élaboration des instruments légaux spécifique régissent le secteur de PFNL.
- Etablissement de structures techniques spécifiques qui travaillent sur la mise en œuvre des programmes promotion, développement et gestion des ressources forestières non ligneux.
- L'encouragement à la promotion du création des structures commerciales durable au milieu rurale (coopératives ruraux) et fournir l'appui institutionnel, logistique et technique à ces dernières.

Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

■ Actions clés

- Financer les institutions les programmes et les institutions techniques et scientifiques impliqués dans la gestion des PFNL
- Mettre en place un programme de suivi et promotion commercial de PFNL au niveau national
- Sensibiliser/former les différents structures administratives et acteurs sur l'importance des PFNL et faciliter la connaissance des normes régionales d'intégration commercial.
- Mettre en place un cadre légal spécifique relatives à la exploitation et commerce de PFNL .

Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

■ Actions clés

- Élaboration de programmes de promotion de l'écotourisme au niveau national.
- Élaboration de techniques efficaces et rentables en matière de traitement, de cueillette et d'entreposage de produits forestiers non ligneux.
- Amélioration des services de vulgarisation gouvernementaux en matière de produits forestiers non ligneux par des mesures comme l'aide technique, le crédit

Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

■ Actions clés

- Amélioration de la collaboration entre les organisations non gouvernementales, les organisations gouvernementales, le secteur privé et les organisations internationaux.
- Promouvoir la recherche appliquée sur le secteur de PFNL

Produits forestiers non ligneux en Guinée Equatoriale

■ Conclusion

- Les PFNL sont importante comme ressources de bases pour la survie de la plupart des population de Guinée Equatoriale. Mais malgré leur potentialité, cette secteur reste toujours comme une secteur informelle, c'est qui bloque une grande parties des strategies de developpement du secteur de PFNL.

■ Je vous remerci

CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE REGISSANT L'UTILISATION DES PFNL EN RCA

Michel Bonannée, Point Focal PFNL-RCA

APERCU GENERAL

- 1- Législation en vigueur et Procédures légales
- 2- Cadre Juridique et Institutionnel
- 3- Commercialisation des PFNL
- 4- Contraintes
- 5- Propositions de mise en œuvre
- 6- Conclusion

LEGISLATION EN VIGUEUR ET PROCEDURES LEGALES ET OPPORTUNITES

Code forestier Loi 90.003 du 09 juin 1990

Le Code précise dans son article 14 alinéa 2 que *l'administration forestière veille à ce que les activités autorisées ne détruisent pas le domaine forestier, mais qu'elles assurent sa pérennité, son extension et son exploitation dans des conditions rationnelles.*

- Domaine forestier de l'Etat,
- Domaine forestier des collectivités et des particuliers
- Inscription des PFNL dans le code
- Code protection de la faune sauvage ordonnance n°84.045 du 02 juillet 1985
- Etats Généraux du secteur des Eaux et Forêts du 8 au 12 sept. 2003
- Prise en compte des PFNL dans le document du DSRP

CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

- Code Forestier, Décrets d'application, Arrêtés
- Code domanial national Loi 63.441 du 9 janv.64
- Code portant protection de la faune sauvage

CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL (suite)

- **Ministères**
 - Ministère des Forêts, Agriculture et Elevage, Tourisme
 - Ministère du Commerce, Santé, Tourisme
- **Collectivités**
 - Municipalités
 - Association
 - Groupements des Privés
- **Autres partenaires**
 - ONG's: DONAVAL, PHYTOARMA, Tradithérapeutes,
 - Université de Bangui,
 - Institutions de financement (FAO, UE, AFD,...)

COMMERCIALISATION DES PFNL

- **Récolte**
 - Ramassage
 - Arrachage/Abattage: les lianes
 - Grimpage
- **Taxation**
 - Municipalités, Ministères, Privés
- **Fiscalité**
 - Collecte des produits
 - Quantification et déclaration aux autorités
 - Évaluation de la facturation
 - Délivrance du certificat phytosanitaire 3500 F
 - Droit de marché
 - Certificat d'origine 3000 F

OPORTUNITES ET CONTRAINTES

- Enormes potentialités:
 - *Etats généraux,*
 - *Appui des Projets,*
 - *Implications des différents acteurs*
- Circuits de commercialisation dans la sous région: Tchad, Soudan
- Exportation en Europe: Rotin,
- Contraintes d'ordre juridique liées à la gestion et à l'utilisation des PFNL
- Contraintes liées à l'application du cadre légal
 - *Perception de la notion de propriété*
 - *Accès à la ressource et droit de possession*
 - *Exploitation et Commercialisation*

PROPOSITION DE MISE EN ŒUVRE DU CADRE LEGAL

- Re précision de notions mentionnées dans le texte actuel du Code ;
- Reconnaissance aux communautés locales le droit d'user, d'en jouir et d'en disposer ;
- Implication des communautés locales à la gestion durable des PFNL ;
- Poursuite de l'inventaire des PFNL et des autres ressources biologiques génératrices de revenus;

suite

- Réalisation des études de marché et de valorisation des PFNL en vue de réglementer la filière;
- Evaluation de l'impact du volume de récolte de certains PFNL sur leur pérennisation (*eg: chenilles, le koko*).
- Normes d'aménagement en prenant en compte les PFNL;
- Appui de la recherche sur les PFNL

CONCLUSION

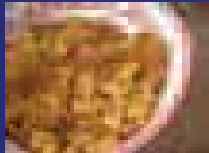
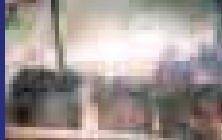
- Profiter des opportunités de la COMIFAC sur le cadre légal
- S'appuyer sur la recherche
- Améliorer le cadre légal et institutionnel
- Appui du Projet dans la mise en place d'actions concrètes au niveau des communautés riveraines pour une prise de conscience de gestion durable.

- **MERCI POUR VOTRE ATTENTION**

Le secteur des PFNL en République Démocratique du Congo

Par
Sébastien MALELE MBALA

Point Focal national, Projet GCP/RAF/398/GER



PLAN DE L'EXPOSE

1. **Introduction**
2. **Importance des PFNL en RDC**
3. **Problèmes et contraintes majeures**
4. **Opportunités**
5. **Priorités du gouvernementale et actions des partenaires**
6. **Actions prioritaires nécessaires**
7. **Conclusions**

Introduction

- La RDC connaît actuellement une détérioration de l'ensemble des secteurs productifs.
- La population en général, et celle du monde rural en particulier, croupit dans une misère et une pauvreté sans précédent.
- Le Rapport mondial sur le développement humain classe la RDC au 167ème rang sur 175 pays classés.
- Le Rapport de la FAO sur l'état d'insécurité alimentaire dans le monde établit que 73% de la population de la RDC vit en insécurité alimentaire.

Introduction (suite)

Les causes de cette situation sont :

- Les troubles sociopolitiques observés à l'avènement du processus de démocratisation au début des années 90.
- les guerres successives que le pays a connues à partir de 1996.
- La mauvaise gouvernance.

Introduction (suite)

Les conséquences de ce qui précède sont :

- Un ralentissement de l'activité économique et une forte dégradation du tissu socioéconomique national. (En 2004 et 2005, le revenu moyen par tête et par jour est tombé à 0,20 \$US (100 FCFA).
- En cette période de post-conflit, les populations rurales sont dans une insécurité alimentaire généralisée, particulièrement dans les zones autrefois occupées par les factions rebelles.

2. Importance du secteur des PFNL

- En RDC, la population rurale représente 70% de la population totale, soit près de 40 millions d'habitants.
- Étant donné que cette population dépend essentiellement des PFNL, cela revêt une importance capitale pour la survie des communautés tant rurale qu'urbaine et la lutte contre la pauvreté. (Kinshasa compte aujourd'hui plus de 6 millions d'habitants).

2. Importance du secteur des PFNL (suite et fin)

- En effet, les PFNL constituent une source importante de subsistance et de services pour les populations rurales ainsi qu'une source non négligeable de revenus pour les communautés et les populations urbaines.
- Les potentialités sont abondantes mais les principaux produits concernés sont le Gnetum (Mfumbwa), les chenilles, le miel, les fruits sauvages, les champignons, le gibier, la cola, le rotin, les plantes médicinales, etc.



FAO, Forests and Forestry



3. Principaux problèmes et contraintes

- Politiques
- Législatifs et réglementaires
- Institutionnels
- Sociaux
- Techniques et scientifiques
- Fiscaux
- Accès à la ressource

FAO, Forests and Forestry

236

3. Principaux problèmes et contraintes (suite)

- Peu d'intérêt national sur le secteur.
- **Manque de cadres institutionnel, législatif et réglementaire appropriés** : aucune loi spécifique au secteur. Néanmoins, le code forestier consacre les droits d'usage forestiers au profit des populations locales. La loi sur la chasse tente de réglementer le secteur de la faune sauvage (CITES). Un conflit de compétence existe entre les institutions impliquées.
- Faible application des lois et réglementations en vigueur.
- **Non maîtrise des mécanismes de marché et du système de récolte, de transformation, de conservation des PFNL (l'exploitation et la commercialisation sont centrées sur le secteur informel).**

FAO, Forests and Forestry

237

3. Principaux problèmes et contraintes (suite)

- Manque de projets de recherche coordonnés et rationalisés, hormis les projets CIFOR et ICRAF en cours dans les provinces de Bandundu, Équateur, Bas Congo.
- **Quelques recherches menées le sont de façon éparpillée voire informelle et sont centrées sur la domestication, mais moins sur la transformation, la conservation, la commercialisation, la connaissance (inventaire) et l'approvisionnement.**
- Résultats de ces recherches ne sont ni publiés ni valorisés et par conséquent ne contribuent pas au développement du secteur (cas du Prof Nsumbu).

FAO, Forests and Forestry

238

3. Principaux problèmes et contraintes (suite et fin)

- Faibles moyens mis en place par le gouvernement pour soutenir le développement du secteur des PFNL.
- **Manque de renforcement des capacités des acteurs impliqués.**
- Certains produits comme le Gnetum, le rotin, la cola et le gibier deviennent de plus en plus rares et la distance du lieu de cueillette devient de plus en plus longue.
- **Manque de statistiques sur le secteur.**

FAO, Forests and Forestry

239

4. Opportunités

- Depuis 2002, les cadres légal et institutionnel sont en plein renforcement en vue du développement de la gestion durable des ressources forestières en général.
- **Le nouveau code forestier se trouve pour le moment dans sa phase de vulgarisation et de rédaction des mesures d'application.**
- La demande en PFNL reste et restera encore élevée face à une population en forte croissance.
- Les potentialités sont énormes au regard de la taille des forêts de la RDC.
- Des partenaires s'impliquent déjà dans les études et recherches sur les PFNL (**ICRAF, CIFOR, FAO, WWF et autres ONG internationales**).

FAO, Forests and Forestry

240

5. Priorités gouvernementales et actions des partenaires

- Les priorités du gouvernement ne sont pas bien définies.
- Cependant, le programme national de sécurité alimentaire prend sélectivement en compte les PFNL dans la planification des activités sur la nutrition humaine.
- Il en est de même du Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

5. Priorités gouvernementales et actions des partenaires (suite)

- De même, dans l'établissement des statistiques sur les produits alimentaires, le Ministère de l'Agriculture prend en compte l'apport de certains PFNL (cas de chenilles dont la farine est vivement recommandée comme nutriments pour les enfants).
- Les partenaires tels que le CIFOR, l'ICRAF, la FAO, le WWF et ONG mènent déjà des actions de vulgarisation, sensibilisation, promotion, renforcement de capacités ainsi que des études et recherches relatives aux PFNL (cfr exposés ICRAF et CIFOR).

6. Actions prioritaires nécessaires

- Les actions prioritaire nécessaires au développement du secteur sont :
 - développer des cadres institutionnel, législatif et réglementaire appropriés.
 - clarifier les rôles et responsabilités des acteurs impliqués.
 - aider les chercheurs à développer leurs expériences sur les PFNL non seulement sur la domestication mais aussi sur la récolte, la transformation, la commercialisation, la connaissance et la conservation.

6. Actions prioritaires nécessaires (suite et fin)

- compte tenu de la superficie et de la diversité des forêts ainsi que de l'importance de la population de la RDC, il y a lieu :
 - d'examiner la possibilité de mettre en place des projets à même de fournir des résultats et stratégies concrètes de développement du secteur des PFNL.
 - de renforcer les capacités des acteurs impliqués et le contrôle sur la récolte, la transformation et le commerce des PFNL.

CONCLUSION

- Jusqu'ici le secteur de PFNL n'est pas encore développé en RDC.
- Des efforts considérables sont donc requis afin d'intégrer des dispositions pratiques dans les textes d'application du code forestier en cours d'élaboration afin de consolider les cadres institutionnel, réglementaire et scientifique des PFNL.
- Faute de statistiques et de résultats de recherches publiés et structurés, il est difficile dans le contexte actuel de tirer des leçons conséquentes sur le développement du secteur.
- En définitive, il y a lieu d'insister sur le rôle primordial que doivent jouer les pouvoirs publics et les partenaires dans le développement du secteur des PFNL en RDC.



Atelier de validation du projet
 "Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique Centrale à
 travers la gestion et l'utilisation durables des produits forestiers
 non ligneux en Afrique Centrale"
 25-27 Juin 2006, Kribi- Cameroun

LE SECTEUR DES PFNL EN REPUBLIQUE DU CONGO

Par Lambert IMBALO,
 Point focal du Congo

Plan de la présentation

1. Généralités
2. Importance du secteur pfnl au niveau national
3. Opportunités pour le développement du secteur
4. Contraintes majeures
5. Priorités gouvernementales et actions clés des partenaires
6. Actions prioritaires

FAO, Forests and Forestry

248

1. Généralités

- Superficie du territoire: 342.000 km²
- Couverture forestière: 22,5 millions d'ha soit plus de 60% du territoire national
 - Massif du Mayombe (2 millions ha)
 - Massif du Chaillu (3 millions ha)
 - Grand massif du Nord Congo (15,5 ha)
 - Ressources floristique et faunique recensées: 6500 végétaux, 200 espèces de mammifères, 700 espèces d'oiseaux, 45 espèces de reptiles et plus de 632 espèces d'insectes.
 - Plantations industrielles (eucalyptus et pins): 70.000 ha

FAO, Forests and Forestry

249

2. Importance des pfnl au niveau national

- Principaux pfnl utilisées: plantes alimentaires, plantes médicinales, miel, matériaux de construction et artisanaux, faune et microfaune
 1. **Plantes alimentaires:** 166 espèces utilisées, appartenant à 55 familles
 - Fruits (35,7%): *Afromomum* spp., *Lindolphia* sp., *Gambeya africana*, *Dacryodes edulis* (safou), *Ocotea edulis*, *Grewia conacea*, *Treculia africana* ..
 - Graines oléagineux (9,2%): *Elaeis guineensis*, *Raphia*, *Baillonella toxisperma*
 - Condiments (5,4%): *Afrotyrax lepidophyllus*, *Iringia grandifolia*, *Ricinodendron heudelotii*...
 - Amandes (11,4%): *Cola* spp.
 - Feuilles légumes (15,9%): *Gnetum africanum*, *Gnetum buccholzianum*, *Trilepisium madagascariensis*
 - Tiges & tubercules (16,4%): *Dioscorea* spp.
 - Sève et boissons (4,6%): *Elaeis guineensis*, *Raphia*, *Cissus dinklagei*
 - champignons
 2. **Plantes médicinales:** 800 plantes utilisées par des tradipraticiens dans plus de 1500 médicaments. Les plantes sont soit spontanées ou cultivées. Les racines et les écorces sont les parties essentiellement utilisées. Les plantes les plus utilisées sont: *Hua gaboni*, *Nuclea latifolia*, *cola nitida*, *Acridocarpus congolensis*, *Mondia whitei*, *Gardenia ternifolia*, *Pouzainstalis yohimbe*, *Anchomanes difformis*

FAO, Forests and Forestry

250

2. Importance des pfnl au niveau local (suite)

3. Matériaux d'artisanat et de construction

- Rotins: *Laccosperma secundiflorum*, *Eremospatha macrocarpa*
- Feuilles destinées à couvrir les toitures (tuiles végétales): *Raphia* spp., *Elaeis guineensis*, *Sclerosperma* spp
- Feuilles d'emballage des aliments: *Marantaceae* et *Commelinaceae*
- Fruits utilisés comme poison dans les activités de la chasse et la pêche ou comme colorants: *Antholessia* spp., *Pentaclethra macrophylla*, *Tetraptera* spp., *Penianthus longifolius*, *Plagiostyles africana*
- Fibres pour la fabrication des cordes, ficelles, pièges, filets de chasse, de nasse et de tissus: *Elaeis guineensis*, *Cocos nucifera*, *Raphia* spp.,

4. Faune et microfaune

- Miel et cire
- Gibier: porc-épic, gazelles, singes, renard, antilopes, crocodiles etc.
- Chenilles: *Imbrasia truncata*, *Imbrasia epimethea*
- Termites ailées, larves

FAO, Forests and Forestry

251

3. Opportunités

- Existence de la loi 16-2000 du 20 novembre portant Code forestier, constituant un cadre juridique susceptible d'assurer la gestion durable des ressources forestières y compris les pfnl
- Création au sein du MEFE d'un service chargé de la gestion des pfnl
- Réalisation des inventaires multiressources dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement des concessions forestières ainsi que des aires protégées
- Appui apporté par la coopération internationale
- Grand intérêt porté sur les pfnl aujourd'hui par les Etats et les partenaires au développement

FAO, Forests and Forestry

252

4. Contraintes majeures

- Caractère encore informel des activités liées aux pfnl
- Insuffisance des cadres légal, réglementaire et institutionnel
- Non maîtrise de l'état de la ressource
- Non implication des populations rurales dans la gestion
- Absence d'une stratégie nationale concertée entre les différents acteurs impliqués dans la gestion des pfnl
- Accès souvent libre aux pfnl
- Mode de récolte souvent irrationnel non basé sur les résultats d'inventaire encore moins de régénération
- Manque de coordination des activités de recherche pure avec celles de recherche-développement

5. Priorités gouvernementales et Actions clés développées par les partenaires

- Priorités gouvernementales
 - Gestion durable des ressources forestières y compris les produits forestiers non ligneux
 - Gestion participative des ressources
- Actions clés développées par les partenaires
 - Inventaires multiresources (sociétés forestières)
 - Essais de domestication du Gnetum (Université Marien Ngouabi)
 - Différents programmes développés par la FAO
 - Réalisation des études thématiques par le RIAT-Congo

6. Actions prioritaires

- Amélioration des dispositions légales et réglementaires
- Maîtrise de la ressource
- Elaboration des mesures de récolte durables
- Elaboration d'une stratégie nationale concertée avec tous les partenaires impliqués dans la gestion des pfnl
- Organisation des filières de production et de commercialisation des pfnl
- Implication sinon responsabilisation directe des populations locales dans la gestion des pfnl
- Renforcement des capacités et sensibilisation des acteurs
- Domestication du Gnetum
- Mise en place des organes d'appui à la valorisation des pfnl
- Meilleure coordination et intégration des actions

Merci de votre attention.

Presentation

Proposition des activités prévues pendant la deuxième phase du projet GCP/RAF/398/GER (Juillet 2006 – Juin 2007)

par
Sven Walter
Conseiller Technique, FAO
Yaoundé, Cameroon

Atelier de planification du projet GCP/RAF/398/GER,
Kribi/Cameroun, 25-27 juin 2006

FAO, Forests and Forestry

1. Activités prévues

Thème 1: Évaluation de l'impact de la gestion forestière sur les aliments forestiers évalués

Activité proposée: Inclure les PFNL dans les plans d'aménagement d'une forêt communautaire et d'une forêt communale (deux études de cas)

Budget: US\$ 24.000 (2 x US\$12.000)

Pays/Partenaires: Deux pays

FAO, Forests and Forestry

1. Activités prévues

Thème 2: Évaluation de la contribution commerciale des PFNL comestibles

Activité proposée: Effectuer une analyse de marché et de filière pour des PFNL comestibles clés identifiés dans une forêt communautaire et une forêt communale (même que thème 1)

Budget: US\$ 24.000 (2x US\$ 12.000)

Pays/Partenaires: voir thème 1

FAO, Forests and Forestry

1. Activités prévues

Thème 3: Développement d'une stratégie nationale pour le développement du secteur PFNL

Activité proposée: Appuyer et faciliter un processus participatif de consultation des acteurs concernés sur la question dans un pays sélectionné (approche réseau)

Budget: US\$ 30.000

Pays/Partenaires: Un pays

FAO, Forests and Forestry

1. Activités prévues

Thème 3: Développement d'une stratégie nationale pour développer le secteur PFNL

Activités alternatives proposées:

- Support à un réseau sous-régional
- Étude de cas (thèmes 1 et 2) supplémentaires

FAO, Forests and Forestry

1. Activités prévues

Thème 4: Évaluation de la valeur nutritionnelle des PFNL

Activités proposées:

- Analyse de la valeur nutritionnelle (composition chimique)
- Analyse de la consommation (profil des consommateurs, fréquence de l'utilisation, mets principaux) - GAB
- Analyse des circuits de consommation hors domicile - CMR
- Analyse de marché (circuits d'écoulement, opportunités, contraintes pour le développement des marchés) - RDC, RdC, GE
- Coordination des activités

Budget: US\$ 25.000 (y compris co-financement de US\$ 6.000)

Pays/Partenaires: Tous les pays

FAO, Forests and Forestry

1. Activités prévues

Thème 5: Réalisation de deux études complémentaires

Activité proposée: Élaborer une stratégie sous-régionale pour une meilleure collecte et analyse des données statistiques relatives aux PFNL

Budget: US\$ 7.000

Pays/Partenaires: sous-régional

FAO, Forests and Forestry

1. Activités prévues

Thème 6: Co-organisation des ateliers nationaux de sensibilisation/formation

Activité proposée:

1. Présenter et valider les résultats de la phase 1 du projet
2. Identifier les priorités nationales pour les projets nationaux financés par l'OIBT
3. Atelier de Yaoundé (COMIFAC/FAO/CIFOR/ICRAF)

Budget: US\$ 12.000 (US\$ 2.000 par pays/atelier)

Pays/Partenaires: Tous les pays

FAO, Forests and Forestry

1. Activités prévues

Thème 7: Réalisation des voyages d'étude

Activité proposée: Visiter des forêts communautaires, communales ou des Unités Forestières d'Aménagement

Budget: US\$ 10.000

Pays/Partenaires: Points focaux, acteurs concernés

FAO, Forests and Forestry

1. Activités prévues

Thème 8: Gestion administrative du projet

Activité proposée:

- Préparer des contrats
- Assurer la coordination entre Projet – Représentation – Bureau Régional – Siège – Points Focaux - Partenaires
- Supervision de l'équipe du projet – Cadre Associé (!)

FAO, Forests and Forestry

2. Activités imprévues

Thème 9: Préparation et mise en œuvre des projets complémentaires

Activité proposée:

- Financement UE: Support aux petites/moyennes entreprises (Cameroun, RDC, autres pays) (?)
- Partenariat FAO/CIFOR/IRAD/WWF/secteur privé & MINFOF: Gestion des PFNL dans les UFA (Cameroun)
- Financement OIBT: Cameroun, Gabon, RCA, République du Congo (collaboration FAO – UICN ?!)

FAO, Forests and Forestry

2. Activités imprévues

Thème 10: Finalisation des rapports et des notes d'information

Activité proposée:

- Rédaction, editing, mise en page, publication (co-financement?)

FAO, Forests and Forestry

2. Activités imprévues

Thème 11: Participation aux ateliers

Activité proposée:

- Réunions COMIFAC
- 6^{ème} réunion de la CEFDHAC
- Autres réunions

FAO, Forests and Forestry

3. Résumé

THEMES	ACTIVITES	BUDGET	PAYS
11 thèmes	19 activités	US\$ 130.000	Tous les pays

FAO, Forests and Forestry

MERCI!

FAO

Projet GCP/RAF/398/GER
c/o Représentation de la FAO au Cameroun,
BP 281, Yaoundé, Cameroun

Fax: + 237 20 48 11

Site web

www.fao.org/forestry/FOP/FOPW/NWFP/nwfp-e.stm

Sven Walter

Tel: + 237 535 63 48, Email: Sven.Walter@fao.org

FAO, Forests and Forestry